

# ***l'Anti*capitaliste**

n°247 | 19 juin 2014 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)

# **Leurs luttes sont les nôtres**

# **solidarité**

# **Vive les grèves!**

PHOTOHÉQUE ROUGE / ROMAIN HINGANT ET MILO

## **Dossier**

### **Les cheminotEs ouvrent la voie**

Pages 6 et 7



## **ÉDITO**

**Les mauvais génies...**  
Page 2

## **PREMIER PLAN**

**Brésil: «La Coupe des troupes»**  
Page 3

## **ACTU INTERNATIONALE**

**Afrique du Sud: après cinq mois,  
la grève des mineurs continue**  
Page 5

## **LIBRE EXPRESSION**

**Après le congrès de Solidaires**  
Page 12







Par CÔME PIERRON

## Les mauvais génies...

**M**anuel Valls a l'art de manier le paradoxe. Ultra-minoritaire dans son camp jusqu'à sa nomination comme Premier ministre, le voilà samedi dernier devant le conseil national du PS, dressant le constat des risques encourus par la gauche après le fiasco électoral des municipales et des européennes. «*La gauche peut mourir*» assène-t-il, brandissant la menace de son élimination dès le premier tour de la prochaine élection présidentielle. Traçant les contours du dépassement qu'il appelle de ses vœux, refusant d'«*apporter de nouvelles solutions avec de vieilles recettes*», il empile pourtant les lieux communs d'un discours d'adaptation à la politique des classes dominantes, jusque dans sa volonté de s'affronter aux travailleurs et travailleuses en lutte. Soutenu par un Cambadélis, nouveau premier secrétaire, assumant un projet de transformation du PS en New Labour à l'anglaise ou en Parti démocrate italien, il présente ce pas de plus dans la rupture avec les classes populaires comme «*ce que doit être le génie de la gauche d'aujourd'hui*».

Pourtant le rejet manifeste de la politique du gouvernement PS-Medef exprimé par des millions de salariéEs, chômeurs et jeunes lors des dernières élections, montre qu'une majorité n'en peut plus des politiques d'austérité et de casse sociale menées au seul profit du patronat par les socialistes et leurs alliés. Cette politique, prétendant de gauche qui ressemble à s'y méprendre à la politique de la droite, et que Hollande, Valls et leurs amis du PS veulent encore aggraver, ne peut que jeter le discrédit sur les idées progressistes. Cela nourrit le vote de repli et de désespoir en faveur d'un FN qui peut de ce fait entrevoir la possibilité d'accéder au pouvoir pour servir de manière autoritaire les intérêts des nantis. Si la gauche peut mourir, c'est de mener la politique de cette bourgeoisie insatiable que les Hollande, Valls et consorts veulent servir avec zèle. Il n'y a pas d'avenir avec cette gauche-là, avec ces mauvais génies qui détruisent ce pour quoi se sont battues des générations entières de militantEs ouvriers pour construire une société débarrassée de la misère et de l'exploitation. Pour renouer avec une perspective émancipatrice, il faudra rompre définitivement avec ce parti, ses dirigeants et leur politique.

## BIEN DIT

*Le président Hollande est plus ferme à l'égard des cheminots que de la finance, dont il avait prétendu faire son adversaire au moment où il essayait de rassembler sur son nom le peuple de ce pays et donc notamment les cheminots.*

MARNIX DRESSEN, sociologue, Mediapart, vendredi 13 juin 2014.

## À la Une

# Vive les grèves!

*Malgré la Coupe du monde de football, les mobilisations font enfin la Une de l'actualité. Certes, le plus souvent pour désigner les grévistes comme des nantis et des preneurs d'otages, mais la réalité est là: avec la grève des cheminotEs et celle des artistes et technicienEs, les luttes collectives réoccupent le haut du pavé.*

**P**arce que ces luttes sont visibles, incontournables, qu'elles bloquent, arrêtent, empêchent... elles parviennent à briser le silence qui étouffe tant d'autres résistances. Elles changent l'air du temps. Sur le fond, elles s'opposent frontalement à la politique menée par ce gouvernement PS-Medef. Les premiers refusent la réforme ferroviaire qui organise le dépeçage de la SNCF pour mieux privatiser les activités rentables dans la droite ligne des politiques libérales imposées partout en Europe. Les seconds ne veulent pas voir ratifier l'accord du 22 mars sur l'assurance chômage qui, sous prétexte d'alignement, détruit purement et simplement le statut des intermittentEs et fragilise plus encore les précaires et les intérimaires. Dans les deux cas, la destruction des services publics et de la protection sociale, qui sont au cœur des politiques austéritaires, sont contestées. Elles et ils se défendent face au rouleau compresseur qui détruit leurs conditions de travail et de vie, mais en même temps défendent une autre idée de service public pour répondre aux besoins des usagerEs, une autre idée de la culture qui ne doit être ni un privilège ni une marchandise.

### Des luttes pour gagner!

Autre point commun, la volonté de gagner, pas de négocier un moindre mal ou des contre-parties: les cheminotEs veulent le retrait de la réforme, les intermittentEs exigent du ministre qu'il n'agrée pas l'accord signé entre le Medef, la CFDT et FO. Pour gagner, pour faire céder le gouvernement et

le patronat, il faut un rapport de forces et celui-ci ne s'établit pas avec une journée d'action de temps en temps: il se construit, se prépare, il a besoin de démocratie, d'auto-organisation.

qui pensent qu'ils savent mieux que les premiers concernéEs ce qui est bon pour eux, ceux qui prétendent parler au nom des salariéEs dans un tête-à-tête quasi permanent avec le Medef ou la direction de la SNCF.



À la SNCF, la grève est reconductible, massive, unitaire, radicale, débattue dans les assemblées générales. Ce sont aussi des assemblées générales qui prennent la douloureuse décision de faire annuler les festivals les uns après les autres, au risque pour les grévistes de se retrouver au RSA. Elles et ils ont contre eux les syndicats «partenaires», ceux

### Plus ferme avec les grévistes qu'avec la finance...

Ces grèves nationales, ainsi que d'autres plus partielles comme à La Poste, agissent comme un révélateur. Hollande qui n'a raté aucune occasion de reculer, sur la PMA devant les réacs de la «manif pour tous», sur le droit de vote pour les étrangers, devant les patrons

grands et petits... fait aujourd'hui la leçon aux grévistes. Il choisit la principauté d'Andorre, principauté sans droit de grève où il a été reçu en «co-prince» (!), pour assener: «*Il y a un moment où il faut savoir arrêter un mouvement et être conscient des intérêts de tous*»...

Aussitôt, Manuel Valls a renchéri sans surprise: «*Il n'y a aucune raison que la grève continue*». Mais il a été obligé de dire plus dans son allocution devant le conseil national du Parti socialiste samedi 14 juin: «*Il nous faut tenir. Tenir. Y compris face à la radicalité de certains mouvements sociaux*». Car aujourd'hui, ce n'est pas la pression de la droite ou de l'extrême droite qui s'exerce sur ce gouvernement complètement discrédité, mais celle de mouvements sociaux déterminés. Elle oblige députés, partis, courants et sous-courants à se positionner par rapport à leurs revendications, et pose sans échappatoire possible la question: soit soutenir le gouvernement et s'opposer aux grévistes, soit soutenir les grévistes et s'opposer au gouvernement.

La gauche sociale, syndicale, associative, et politique (Front de gauche, NPA, LO, AL...) doit parler d'une même voix pour dire, avec conviction, sa solidarité avec les grévistes. Et, dans la continuité de la manifestation du 12 avril, au-delà des débats publics comme ceux du 21 juin qui sont utiles, nous pouvons planter dans le décor la perspective d'une mobilisation d'ensemble nécessaire, combinant manifestations, grèves et occupations de places...

Christine Poupin

## SNCF

# La grève, c'est notre arme



Les cheminots dans la rue jeudi 12 juin près du ministère des Transports. PHOTO:ÉTIENNE ROUGE/JMB

*Les cheminotEs ont cessé le travail depuis le 10 juin contre un projet de réforme du ferroviaire présenté au Parlement à compter du 17 juin. Après une semaine de grève, malgré le front antigreve qui coalise Fillon, Hollande, Valls et Berger, la détermination demeure intacte.*

**C**ontrairement aux annonces d'améliorations du trafic de jour en jour, les plans de circulation attestent d'un ancrage de la mobilisation et de son caractère massif. Nous nous battons contre une réforme qui vise à diviser les cheminots entre trois entreprises distinctes préparant un dépeçage qui suit la logique de la privatisation des profits et la socialisation des pertes (voir le dossier central dans ce numéro). Nous subissons également la mise en place d'un accord compétitivité à travers l'abrogation de notre réglementation du travail. Des attaques qui viennent s'ajouter à celles subies depuis plusieurs années: suppressions d'emplois sans fin, réorganisation, blocage voir baisse des salaires. De ce point de vue, la situation vécue par les cheminots est identique à celle de l'ensemble de la classe ouvrière.



# Un monde à changer

**LA NOUVELLE MORT DE JAURÈS.** Laurence Boone, la nouvelle conseillère pour les affaires économiques de François Hollande, vient de Bank of America Merrill Lynch (elle y était chef économiste pour l'Europe) après avoir passé sept ans à la banque Barclays Capital...

Laurence Boone a eu dans le passé l'occasion d'exprimer à plusieurs reprises le fond de sa pensée. La réforme pour rendre plus flexible le marché du travail en janvier 2013? «C'est bien d'adapter les heures et les salaires en fonction de la conjoncture», dit-elle. La perte du triple A par l'agence de notation Fitch quelques mois plus tard? «Notre système de protection sociale construit dans les années 1950 est devenu trop coûteux.»

Mais elle n'était pas que banquière, elle appartenait depuis mai 2010 au conseil d'administration de Kering, groupe dirigé par François-Henri Pinault. Voilà des fonctions qui la qualifient pour conseiller un président «de gauche». Il est

vrai que son prédécesseur, Emmanuel Macron, venait lui de la banque Rothschild. Il ne s'agit pas seulement de François Hollande (même si ceux qui ont voté pour lui contre Sarkozy, «le président des riches», peuvent légitimement se sentir cocus) mais d'un système.

Les sommets de l'État sont de plus en plus directement liés à la finance et aux grandes entreprises: hauts fonctionnaires et membres de cabinets présidentiel ou ministériel font de plus en plus des allers-retours avec tel ou tel poste financier. Et le Parti socialiste est désormais totalement fonctionnel à ce système. Valls a paradoxalement raison quand il déclare: «Nous sentons bien que nous sommes arrivés au bout de quelque chose, au bout peut-être même d'un cycle historique pour notre parti». Laurence Boone et d'autres en sont la preuve. Pour changer le monde, il faut construire pied à pied un autre mouvement ouvrier.

## BRÉSIL « La Coupe des troupes »

Dans toutes les villes où se déroule actuellement le Mondial, il y a tous les jours des manifestations contre celui-ci: contre les dépenses gigantesques, son caractère d'exclusion des populations, avec des centaines jusqu'à quelques milliers de manifestantEs. Pour une bonne part, la dureté de la répression explique la participation limitée à ces mobilisations...

D'après *Valor Econômico* du vendredi 13 juin, un bon exemple de la presse patronale, «le début de la Coupe du monde a donné l'impression que la politique du gouvernement est de ne laisser aucune place au développement de manifestations susceptibles de perturber les accès aux stades et aux zones "Fan Fest" de la FIFA. Même les petits actes ont été réprimés (...). Ainsi, les groupes qui ont tenté de faire des actions critiques contre la Coupe n'ont pas pu manifester longtemps en raison de la forte répression policière»...

Pour ne pas «perturber les accès», d'impressionnants dispositifs policiers visent donc à empêcher les manifestations. Le nombre de policiers est bien souvent plus élevé que celui des manifestantEs. La police militaire justifie la répression des manifestantEs en disant qu'elle empêche des «dégradations du patrimoine»... mais ce qui se passe le plus souvent, c'est que c'est la police elle-même qui déclenche les affrontements: bombes lacrymogènes, tirs de balles en caoutchouc... Dans plusieurs manifestations, il y a eu des dizaines de blessés. Beaucoup de manifestants sont fouillés, et placés



en détention, certains pendant plus d'une journée, tandis que d'autres sont cités à comparaître pour être interrogés dans les postes de police. Le cas de répression qui a eu le plus d'impact a été celui d'une journaliste de *Media Ninja*, un réseau qui depuis 2013 fait des émissions en direct, des reportages et publie des photos des manifestations sur Internet et les réseaux sociaux. À Belo Horizonte (dans l'État de Minas Gerais), Kariny Magalhães, 19 ans, a été arrêtée, harcelée, battue (y compris à coups de matraque)

jusqu'à s'évanouir. Elle a été mise en détention, puis conduite à l'hôpital... pour enfin être mise en prison. Elle a été libérée après l'intervention des avocats.

### Les manifestations résistent

La dureté accrue de la répression contribue largement à décourager les manifestantEs depuis le début du Mondial. La Coupe du monde, qui avait été surnommée «la Coupe des Coupes» par la propagande officielle a été renommée «la Coupe des troupes» par les manifestantEs. Mais malgré

cette répression, les manifestations continuent. Celles-ci ne sont bien entendu pas de la même importance que par exemple lors des journées de juin 2013. Mais rien n'indique qu'elles vont s'arrêter ces prochains jours. Dans ce climat de protestation, plusieurs grèves se déroulent, parfois courtes, comme les chauffeurs de bus de Natal, dans l'État du Rio Grande do Norte, parfois longues, comme celle des enseignantEs et du personnel administratif des universités de l'État de São Paulo, ou du personnel administratif des universités fédérales, des grèves qui durent depuis plusieurs semaines. Enfin, signalons qu'il y a aussi beaucoup de BrésilienEs qui bien entendu célèbrent la Coupe du monde. Très probablement, la majorité de la population regarde les jeux à la télévision, en dehors du petit nombre qui a pu acheter des billets et aller dans les stades... Mais jusqu'à présent, l'ambiance est mitigée. Elle peut devenir plus festive, surtout si l'équipe brésilienne est victorieuse. Mais, quoi qu'il en soit, on est loin du climat dans lequel se déroule habituellement la Coupe du monde de football.

Décidément, le Brésil a bien changé! **De São Paulo, João Machado**

### Une combativité qui se construit

Notre mobilisation est la première grève aussi déterminée à l'échelle nationale depuis l'arrivée de la gauche à la tête de l'État. Nous entrons désormais dans une nouvelle phase du conflit du fait du passage du projet de loi en 1<sup>re</sup> lecture à l'Assemblée nationale. Avec un gouvernement qui durcit ses positions, les organisations syndicales se montrent hésitantes mais poussées par la base à continuer le mouvement, la situation risque d'évoluer rapidement.

C'est ce qui s'est passé avec la démonstration de combativité lors du rassemblement devant le ministère des Transports le jeudi 12 juin, rassemblement rapidement dissous par les

fédérations syndicales une demi-heure après l'heure de début officielle. Dans la foulée, il était prévu mardi 17 juin d'organiser un rassemblement devant l'Assemblée nationale le premier jour de l'examen de la loi. Suite à des rumeurs d'interdiction du rassemblement par la préfecture, il était prévu d'emmener les grévistes se cacher dans les ateliers de l'Ourcq en banlieue parisienne. Mais vu le retour des assemblées générales qui appelaient toutes à maintenir une manifestation aux abords de l'Assemblée, un rassemblement aux Invalides a finalement été confirmé la veille!

Ce sont donc plus de 2000 cheminotEs et soutiens qui se sont rassemblés à quelques centaines de mètres d'une

Assemblée nationale bien gardée par les forces de l'ordre. Après un meeting où seules les organisations syndicales et le groupe parlementaire lié au PCF ont pu s'exprimer, plusieurs centaines de personnes sont parties bloquer les voies à Montparnasse. À Paris, l'assemblée générale de Paris Saint-Lazare appelle à une AG des AG, celles-ci appelant à une nouvelle manifestation devant l'Assemblée nationale jeudi 19 juin à 14h. Dans le même temps, plusieurs villes en régions ont vu des actions radicales exprimant la colère des cheminotEs.

### Prendre notre lutte en main

Ces épisodes illustrent parmi d'autres exemples le

décalage entre l'état d'esprit, les revendications et les volontés d'action des assemblées générales cheminotEs, et la politique des états-majors syndicaux. Il illustre aussi, malgré quelques limites, les capacités des grévistes à progressivement pouvoir prendre en main leur grève. Il est donc désormais nécessaire de franchir une étape dans leur structuration. Il faut donc rendre les assemblées générales souveraines, les doter de structures mettant en place leurs décisions et commencer à se poser la question de la coordination de leurs actions, au moins en Île-de-France.

Les craintes du gouvernement et du patronat quant à une «coagulation» des luttes

en cours contre les conséquences de leur politique, éclaire les grévistes quant au chemin à emprunter. La mobilisation des cheminotEs pourrait bien être le vecteur d'une mobilisation d'ensemble de plusieurs secteurs en lutte. Des premiers pas que les cheminotEs parisiens ont commencé à faire ce lundi en envoyant des délégations de toutes les gares parisiennes au rassemblement des intermittents du spectacle. TouTEs ensemble, nous avons pu crier notre refus des plans d'austérité que nous subissons chacun dans nos secteurs. L'itinéraire est désormais tracé, il appartient maintenant aux convois des cheminotEs en lutte de l'emprunter. **CorrespondantEs en grève**

## Le chiffre 4,9 millions

C'est le nombre de blessés ou de tués rien que dans l'armée française durant la Première Guerre mondiale 14-18. Sur 7,9 millions d'incorporés dans l'armée française (troupes coloniales comprises), environ 1,5 million ont péri durant le conflit ou les six mois qui ont suivi, 3,4 millions ont été blessés... et seulement un blessé sur trois eut droit à une pension d'invalidité durable.

(Source: «Génération sacrifiée: le bilan démographique de la Grande Guerre», François Héran, *Population et sociétés*, n°510, avril 2014)



## Agenda

**Jeudi 19 juin, réunion publique du NPA 18<sup>e</sup>, Paris.** «Entre Warren Buffet et Marine Le Pen, a-t-on perdu la lutte des classes?», avec Olivier Besancenot, à 19h 30 dans le bar «Aux Chiffons», 90 rue Marcadet, Paris 18<sup>e</sup>.

**Lundi 23 juin, réunion publique en soutien aux mouvements sociaux brésiliens, Paris.** À l'initiative de la campagne «la coupe est pleine», à 19h à la Bourse du travail, 3 rue du Château-d'Eau.

**Jeudi 26 juin, réunion publique de la Société Louise Michel, Paris.** «Situation politique: comment reprendre la main?», avec Éric Fassin et Luc Boltanski, à 19h au Lieu-dit, 6 rue Sorbier, Paris 20<sup>e</sup>.

**Samedi 28 juin, fête du NPA 32, Lecture.** À partir de 11h, avec la participation de Philippe Poutou. Plus d'information: npa32.org

À SUIVRE SUR [www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

## NO COMMENT

Je veux bien être solidaire de l'exécutif, mais il faudrait pour cela que l'exécutif soit solidaire de sa base sociale.

Le député de la «gauche» du PS LAURENT BAUMEL... qui n'a cependant pas dit qu'il s'opposerait à la réforme de la SNCF, *Mediapart*, dimanche 15 juin 2014.

### L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction:**  
0148 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion:**  
0148 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration:**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN:**  
2269-3696

**Commission paritaire:**  
0414 P 11508

**Société éditrice:**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage:**  
6500 exemplaires

**Gérant et directeur  
de publication:**  
Ross Harrold

**Secrétaire  
de rédaction:**  
Manu Bichindaritz

**Maquette:**  
Ambre Bragard

**Impression:**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél.: 0148 70 42 22  
Fax: 0148 59 23 28  
Mail: rotoimp@wanadoo.fr





## «MAJORITÉ ALTERNATIVE» Les grandes manœuvres ont débuté

L'effondrement du Parti socialiste aux municipales puis aux européennes n'a pas vraiment profité à la gauche «radicale» ou aux écologistes. Sur fond de crise politique majeure, des initiatives se multiplient pour rassembler «la gauche», pour une «nouvelle majorité rose-verte-rouge»...

La politique menée par le gouvernement depuis deux ans, provoque des crises à répétition et des contradictions au sein de la majorité parlementaire et gouvernementale (départ d'EÉLV du gouvernement, abstention des 41 députés socialistes à l'Assemblée nationale). À la sortie des élections européennes, les partis institutionnels sont plus que jamais discrédités aux yeux d'une majorité de la population, en particuliers ceux se revendiquant de la «gauche».

Pour répondre à cette crise politique, pour certains, la réponse semble donc être de renouer avec des formules d'union de la gauche entre le Front de gauche, EÉLV, la gauche du PS et même Nouvelle Donne... Chacun à leur tour, tous ont commencé à s'y atteler.

Du côté «PS critique», on se lance dans les réunions publiques unitaires. À l'initiative du club des «socialistes affligés», samedi 7 juin, EÉLV, l'ensemble des composantes du Front de gauche et la gauche du PS se sont réunis pour échanger sur une possible et «nécessaire» recomposition de la gauche... Samedi 14 juin, après le conseil national du PS, les courants dit de gauche du PS se sont réunis, à l'initiative du courant «Un monde d'avance», pour débattre de «comment rassembler la gauche?». À noter la présence d'EÉLV et du PCF (Pierre Laurent lui-même...), mais pas du reste du Front de gauche.

La secrétaire nationale d'Europe Écologie-les Verts Emmanuelle Cosse a de son côté également écrit à toutes les formations politiques qui avaient soutenu Hollande en 2012 (Modem et Cap 21 compris...) pour leur proposer d'organiser ensemble des débats autour de l'emploi, la transition écologique et de la démocratie, pour «formuler publiquement des propositions au gouvernement et au Président de la République». S'inscrivant ainsi toujours dans le cadre de la majorité et pas en opposition. Et d'ores et déjà, le PCF et le PG y ont répondu positivement, renâclant quand même sur la présence de forces de droite dans la discussion...

### Indépendance et rupture

Côté Front de gauche, les appels à un «front commun anti-austérité», à «rassembler la gauche», à «une nouvelle majorité alternative» allant de la gauche du PS au NPA, en passant par Nouvelle Donne et EÉLV, se multiplient. Certes, certains semblent plus zélés que d'autres pour aller dans ce sens, le PCF tout à son aise pour dérouler son orientation traditionnelle, mais petit à petit, toutes les composantes s'alignent sur cette formule de «majorité alternative»...

S'il est vrai que la crise politique et sociale mérite une réponse à la hauteur des enjeux, cela ne peut être une simple «recomposition» parlementaire, une «nouvelle majorité alternative», comme les uns et les autres l'appellent de leurs vœux. Il y a tout d'abord urgence à construire une opposition de gauche anti-austérité s'appuyant sur les mobilisations, une opposition de gauche qui ne saurait être amalgamée avec cette perspective de nouvelle majorité... dont certaines forces se situent actuellement dans le giron de la majorité actuelle! Discutons-en lors de la journée de débat du 21 juin, cela peut en être l'occasion.  
**Sandra Demarcq**

## FRONT NATIONAL Propos «diaboliques» et dédiabolisation, les deux carburants...

Eclipsée par la grève des cheminotEs et le Mondial de football, la tragicomédie au sein du F Haine, initiée par les propos racistes et antisémites tenus récemment par Jean-Marie Le Pen, continue d'agiter le landerneau de l'extrême droite. Elle nous invite à réfléchir sur les motivations politiques qui ont amené ses protagonistes à la mettre en scène, et à nous interroger une nouvelle fois sur les ruptures stratégiques que certainEs prétendent voir au sein du parti.

Faintes ou sincères, les réactions d'indignation de Jean-Marie Le Pen à l'annonce faite par sa fille de l'éviction de son «journal de bord» vidéo du site national du parti, témoignent d'un embarras grandissant de l'appareil frontiste à gérer la cohérence de deux discours qui paraissent de prime abord contradictoires. Galvanisés par les très bons résultats électoraux aux élections européennes, les cadres du parti ne peuvent envisager de construire le puissant appareil dont ils ont besoin qu'en poursuivant la ligne tracée par Marine Le Pen, ligne qui sera sans doute peaufinée lors du prochain congrès en novembre à Lyon.

### Nouvelle image, vieux fond

La question devient alors urgente: comment se démarquer des propos provocateurs du – toujours – Président d'honneur, tout en continuant de construire pierre par pierre la nouvelle image du parti? Comment intégrer le corpus doctrinal fondateur, fait d'antisémitisme, de racisme, de nationalisme et d'anti-parlementarisme, tout en prétendant accéder à la gestion du pays par des voies démocratiques? Si aujourd'hui cette option semble s'imposer aux dirigeants du FN, qu'advient-il à l'occasion d'un très probable approfondissement de la crise institutionnelle?

Le discours de Marion Maréchal-Le Pen, très proche politiquement de son grand-père, tenu à l'Assemblée Nationale à l'époque des «manifestations pour tous» affirmait que le débat ne se situait pas au sein d'une assemblée où son parti était injustement



sous-représenté mais dans la rue: c'est un début de réponse. «L'asile politique» du «journal de bord» de Jean-Marie Le Pen, accordé généreusement par Alain Soral sur le site de son groupe, «Égalité et réconciliation», en est un autre. Rappelons qu'Alain Soral est un ancien membre de la direction du FN, et qu'il se définit aujourd'hui comme un «national socialiste» à la française...

### L'hommage du vice à la vertu...

Ne soyons pas dupes, Marine Le Pen n'effectue pas plus un «virage à gauche» que son géniteur un «virage à droite». C'est avec une certaine

truculence d'ailleurs que Jean-Marie Le Pen dans sa lettre ouverte à «Madame le Président du Front National», rappelle à sa fille certaines vérités qu'elle préférerait mettre en sourdine temporairement: «vous-même, n'avez-vous pas été mise en cause par votre déclaration sur "l'occupation des rues par des fidèles musulmans" ou encore par votre présence à Vienne, à un bal réputé "nazi" par nos ennemis?» Mais, bon sang ne saurait mentir, Jean-Marie Le Pen ne doute pas un seul instant de la fidélité idéologique de sa fille, qui ne lui fait le reproche que d'avoir dit tout haut ce qu'elle-même pensait tout bas: «Vous me

faites grief de n'avoir pas anticipé les éventuelles attaques dont je pouvais être l'objet, autrement dit de ne m'être pas appliqué une censure préalable volontaire comme dans les pays totalitaires.»

### Le mouvement ouvrier et progressiste doit réagir

En pleine phase de construction, le Front national n'a d'autre choix que de s'adapter aux nouvelles couches de la société sur lesquelles il s'active actuellement à tenter de gagner l'hégémonie politique et culturelle. L'absence sidérale de tout projet politique crédible à gauche, la démoralisation engendrée par la politique ultralibérale du gouvernement PS-Medef lui laisse le champ libre pour distiller avec habileté son idéologie réactionnaire. L'exemple le plus récent est son opposition à la «réforme» de la SNCF à laquelle il prétend s'opposer, sans bien sûr soutenir les grévistes tout en les comprenant, et en dénonçant les directions syndicales complices du gouvernement...

Cette supercherie a de beaux jours devant elle si l'ensemble du mouvement ouvrier et du camp progressiste ne prend pas la mesure du danger qui guette. Les assises de la CONEX (Coordination nationale contre l'extrême droite) se tiennent les 28 et 29 juin à Paris et doivent être un moment pour entamer le débat et jeter les bases de grandes mobilisations populaires seules susceptibles de faire reculer ce fléau. Le congrès du Front national à Lyon en novembre pourrait constituer une échéance de mobilisation...

**Alain Pajolat**

## UMP Affaires, psychodrame et guerre des chefs

«La descente aux enfers», «les tontons flingueurs»... Il ne manque pas de formules ironiques pour décrire le psychodrame qui se déroule à l'UMP en attendant l'improbable retour du sauveur, l'homme providentiel dont quasi personne ne semble vouloir réellement.

Le 15 juin, la démission de Copé est devenue effective. Posant à la victime expiatoire des sales affaires du Président, Copé, la main sur le cœur, a prétendu vouloir «désormais faire de la politique autrement», en promettant «une cure de silence médiatique de plusieurs mois». C'est toujours ça de pris, mais il devrait cependant déposer ses deux propositions de loi pour «demander la transparence de tous les partis politiques»: une manœuvre parlementaire classique pour donner le change et tenter de retourner les accusations dont il est l'objet. Il garde le regard fixé sur la ligne bleue de l'horizon présidentiel: «Je vais gagner en liberté pour porter des idées encore plus audacieuses pour la France», une obsession qui semble habiter bien des esprits à l'UMP et entretenir bien des haines. Sauf que désigner Copé à la vindicte ne suffit pas à sauver ce petit monde de la faillite politique et morale. Il est clair que l'UMP laisse le bénéfice du rejet et de l'effondrement du PS

au FN qui passe devant elle aux élections européennes. Elle est sans programme autre que celui que le PS met en œuvre au gouvernement.

### Un syndic de faillite

Pour éviter la liquidation immédiate, les caciques ont été obligés de constituer un syndic de faillite, le triumvirat provisoire Juppé-Fillon-Raffarin associé au vice-président délégué Luc Chatel promu secrétaire général par le dernier bureau politique la semaine dernière. Un attelage de compromis entre les multiples ambitions rivales. Alain Juppé, François Fillon, Xavier Bertrand ainsi que les quadras sont empêtrés dans une bataille sur deux fronts: tout faire pour empêcher le retour de Sarkozy et se neutraliser les uns les autres tout en tentant de prendre l'avantage. Cet équilibre incertain ne tient que grâce à l'hostilité rassembleuse à l'encontre de Sarkozy. Sauf que même une haine aussi solide ne suffira pas à maintenir la cohésion



L'armée mexicaine... DR

pour la simple raison que Sarkozy a du plomb dans l'aile. Son retour est de plus en plus improbable. Le soutien inconditionnel du couple redoutable Hortefeux-Morano, qui a reçu l'inattendu secours de Villepin que Sarkozy voulait «pendre à un croc de boucher» au moment de l'affaire Clearstream, ne suffira pas à assurer le retour de l'homme providentiel. Dans l'imbroglie Bygmalion, tout converge vers lui. Certes personne ne savait rien sauf Jérôme Lavrilleux, tous jurent avoir tout ignoré du système de fausses

factures payées après la campagne 2012 pour près de 13 millions d'euros. Sauf qu'il est bien probable que le jeu de massacre continue avec de nouvelles révélations. Alors, si l'on ajoute la faillite morale à la faillite politique, on voit mal comment l'UMP pourrait survivre, prise entre un PS dont la politique se confond avec la sienne et le FN qui attire une partie croissante de l'électorat de droite. Un élément de plus de crise politique qui affaiblit l'ordre institutionnel.  
**Yvan Lemaitre**



# AFRIQUE DU SUD Après cinq mois, la grève des mineurs continue

Au lendemain d'un long week-end – les Sud-Africains ont célébré lundi le 38<sup>e</sup> anniversaire du soulèvement des jeunes de Soweto le 16 juin 1976 – aucun accord n'a pu être annoncé dans le conflit qui oppose le jeune syndicat indépendant Association of mineworkers and construction union (Amcu) aux compagnies Anglo American Platinum (Amplats), Impala Platinum (Implats) et Lonmin, respectivement n°1, 2, 3 de l'industrie mondiale du platine...

Pourtant, l'optimisme régnait à la veille du week-end quant à la perspective d'une fin de grève. Le patronat avait fait des propositions allant dans le sens des revendications des grévistes. Pas suffisantes, a tranché Joseph Mathunjwa, le leader de Amcu après avoir consulté les 70 000 mineurs en grève depuis le 23 janvier. Au-delà des revendications concernant la réintégration de plus de 200 mineurs licenciés par Lonmin au cours de la grève et la revalorisation de l'allocation logement, la principale revendication est salariale. Les mineurs exigent que le salaire de base mensuel soit réévalué à 12 500 rands (850 euros environ), et de pouvoir renégocier l'accord au bout de 3 ans, et non pas 5 ans comme le veulent les compagnies. Leur salaire est actuellement de 5 000 rands (350 euros). À titre de comparaison, le nouveau ministre de l'Agriculture a fait le buzz avec la révélation du salaire dérisoire versé aux employés de sa ferme : 800 rands mensuels, soit 2 euros par jour pour s'occuper de ses vaches 7/7.

**Au cœur de la vie politique**  
Les grèves de mineurs ont toujours eu une importance capitale en Afrique du Sud, à la mesure de la dimension économique et sociale



À Marikana au début de la grève en janvier. DR

du secteur. En 1984-85, alors que des négociations secrètes avaient commencé entre le Parti national et Nelson Mandela encore en prison, le National union of mineworkers (Num), membre de la confédération Cosatu, avait déclenché une grève qui avait été décisive dans la capitulation du régime blanc. Elle avait démarré sur l'exigence d'une augmentation du salaire des mineurs de 60% et le leader du Num était alors Cyril Ramaphosa, aujourd'hui vice-président d'Afrique du Sud après avoir fait fortune à la tête d'entreprises – minières pour la plupart – grâce à la politique du

Black Economic Empowerment. Aujourd'hui, Amcu s'est constitué dans le conflit avec le Num sur la manière de conduire les luttes dans les grandes entreprises sud-africaines. Joseph Mathunjwa fut à la pointe de la dénonciation du manque d'indépendance de Num vis-à-vis du pouvoir de l'ANC et par voie de conséquence de la chambre des mines. Dans la tradition du syndicalisme anglo-saxon, Num fait partie des investisseurs dans le secteur minier, dont la rentabilité s'est construite sur l'exploitation sans limites des travailleurs. Une situation paradoxale devenue,

après la fin de l'apartheid, difficile à gérer pour Num vis-à-vis de ses adhérents. Tout autant, d'ailleurs, que l'implication de plus en plus visible de ses anciens dirigeants au plus haut niveau de l'appareil d'État. C'est le cas de Cyril Ramaphosa, qui, en mettant tout le poids de l'immense prestige qu'il doit à son passé de dirigeant du Num, a sauvé l'élection de Jacob Zuma à la tête de l'ANC lors de son dernier congrès en décembre 2013. Même effet pour le scrutin d'avril 2014, il ne fait pas de doute que le charisme politique retrouvé de Cyril Ramaphosa a minimisé l'ampleur du recul de l'ANC.

Le déroulement de cette grève, sa longueur, la détermination des mineurs, l'émergence d'un syndicat indépendant, autant d'éléments qui devraient laisser une forte empreinte sur les rapports de forces sociaux et économique à venir en Afrique du Sud. D'ores et déjà, le puissant syndicat des métallurgistes de Cosatu, qui lutte pour son indépendance à travers un conflit contre la direction imposée par l'ANC, se mobilise dans le cadre des négociations annuelles de juin et juillet, avec une série d'arrêts de travail et un programme de revendications marqués par la conduite de la grève dans le platine.

A.D.

## PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE Piteux ralliements



DR

Après les élections européennes ont commencé les tractations pour la désignation du président de la Commission. Droites et socialistes européens se sont mis d'accord avec le soutien des Verts et même de la direction de la Gauche unie européenne (qui regroupe les partis à la gauche des PS).

Selon le traité de Maastricht de 1992, le candidat à la présidence de la Commission est désigné par les chefs d'État et de gouvernement. Le Parlement européen doit ensuite approuver cette nomination. Entré en vigueur en 2009, le traité de Lisbonne précise que les chefs d'État et de gouvernement doivent « tenir compte des élections au Parlement européen » : la formule vague leur laisse en fait beaucoup de liberté. Dès les élections terminées, les socialistes ont annoncé leur ralliement au candidat de la droite arrivée devant eux, le luxembourgeois Jean-Claude Juncker. Peu importe que Juncker en tant que président de l'Eurogroupe (réunion des ministres des Finances) de 2005 à 2013 ait joué un rôle majeur dans l'élaboration des politiques de libéralisation et d'austérité. Peu importe aussi que Juncker, qui était également Premier ministre du Luxembourg de 1995 à 2013, ait défendu avec efficacité la réglementation qui fait de son pays un paradis fiscal. Comme l'a résumé le sénateur français Michel Arthuis (UDI, le parti de Borloo) : « Le matin, il nous rappelle nos obligations d'équilibre des finances publiques et l'après-midi il nous fait les poches grâce au régime luxembourgeois sur la fiscalité et le secret bancaire. »

### La gauche au secours de Juncker

Avec un tel pedigree, on aurait pu s'attendre à ce que cet individu ne bénéficie d'aucun soutien à la gauche des PS. Pas du tout. D'abord, les Verts, Cohn-Bendit et Bové en tête, se sont ralliés à lui. Il en est de même de la direction de la Gauche unie européenne (GUE) qui regroupe les partis à la gauche des PS : tant le grec Alexis Tsipras qui fut le chef de file des listes de la GUE lors des élections européennes, que la présidente (sortante) du groupe GUE, Gabi Zimmer, ont appelé à soutenir Juncker ! Le principal argument est que son élection marquerait un pas en avant démocratique, car le président de la Commission émanerait ainsi des députés et non du Conseil des chefs d'État et de gouvernement... En effet, il existe des réticences vis-à-vis de Juncker chez certains d'entre eux, notamment l'anglais Cameron. Celui-ci critique Juncker, non pas parce qu'il est un pro-capitaliste acharné, mais parce qu'il craint qu'il ne veuille renforcer la Commission. Juncker risque de ne pas être désigné mais les clones sont nombreux : les chefs d'État et de gouvernement en désigneront un que les députés européens de droite et socialistes soutiendront, comme d'habitude.

Ceux qui à gauche sont partisans de soutenir Juncker combinent illusions sur les institutions européennes et opportunisme. Il faudrait soutenir un Juncker au lieu de mener une bataille sans concession pour dénoncer la machine bruxelloise et la politique tant de la Commission que du Conseil européen ! Au sein du Front de gauche français, cette position de la GUE provoque quelques remous : Mélenchon n'est pas d'accord et Ensemble apparaît divisé. Cela fait une divergence de plus au sein du Front de gauche et, au-delà des justifications des uns et des autres, confirme que la référence à Syriza ne protège en rien de l'opportunisme.

Henri Wilno

À Mossoul, la troisième ville d'Irak, qui concentre 60 000 militaires et policiers, une force minoritaire a ainsi pu entraîner la fuite des commandants de l'armée, qui ont abandonné soldats et armes (kalachnikovs et hélicoptères...). Avec le « Conseil militaire des révolutionnaires d'Irak », une section du parti Baath de l'ancien dictateur Saddam Hussein, l'EIIL a profité d'une situation devenue explosive : en 2013, les forces du Premier ministre Maliki avaient dispersé les rassemblements de sunnites exigeant la fin de la discrimination confessionnelle. Le gouvernement avait donc laissé pourrir la situation, suscitant des réactions populaires violentes... et le recours à des organisations armées comme l'EIIL. Après avoir empêché une guerre civile en 2007, Maliki avait pourtant participé aux élections de 2010 sur une liste comprenant des sunnites et des personnalités de la société civile. Mais par la suite, il a voulu monopoliser le pouvoir par la réduction des prérogatives parlementaires, la manipulation du pouvoir judiciaire et l'affaiblissement des structures indépendantes. Il a fait abolir la loi interdisant un troisième mandat au poste de Premier ministre et menacé ses opposants. Il a contrôlé l'instance supervisant les élections de 2014. Avec la révolution syrienne, il a reçu des ordres de l'Iran : soutenir le régime syrien. Il est entré en conflit avec le Kurdistan qui aidait les Kurdes de l'opposition. Enfin, en écrasant toute

## IRAK L'offensive de l'EIIL

L'entrée dans Mossoul de « l'État islamique en Irak et au Levant » (EIIL) et de groupes alliés, a été un choc qui rebat toutes les cartes dans la région.

représentation sunnite modérée, il a poussé les militants sunnites vers les extrémistes.

### « Mobilisation nationale » ?

L'EIIL et ses alliés ont attaqué Mossoul le 4 juin. Selon un témoin, les groupes armés ont protégé les banques, les bâtiments et les institutions. Le travail a repris dans les hôpitaux, les barrages ont été levés et le retour à la vie normale facilité. Les réseaux sociaux du Baath ont diffusé la nouvelle de l'établissement d'un « pouvoir du peuple, pluraliste, démocratique, libre, indépendant »... Nouvel « allié » du Baath, l'EIIL a aussi bénéficié du financement de régimes apparemment opposés mais d'accord sur la désintégration des peuples de la région : Qatar, Iran, Syrie et autres. Au troisième jour de l'occupation, l'EIIL a montré son véritable visage : viols de femmes, assassinat de l'imam, flagellation de jeunes, exode vers le Kurdistan, expulsion de chrétiens, mariage forcé de jeunes filles, massacre de 1 700 militaires chiites. Ils ont publié un document qui régleme la vie des citoyens, incite les hommes à la prière collective, interdit le tabac, les drogues, les rassemblements et drapeaux de toute sorte, le port d'armes, etc. Ceci survient dans une ville historique connue pour



Des djihadistes de l'EIIL. DR

la coexistence pacifique de ses populations : sunnite, chiite, arabe, turkmène, chaldéenne, syriaque orthodoxe, ou arménienne. Après le choc des premiers jours, l'EIIL et ses alliés occupant Tikrit et menaçant d'arriver à Bagdad, Najaf et Kerbala, le gouvernement a repris plusieurs localités. L'autorité suprême chiite, l'ayatollah Sistani, a édicté pour la première fois une fatwa appelant au combat mais a exhorté les citoyens à bannir tout comportement confessionnel nuisant à l'unité nationale. Avec l'intensification du siège de

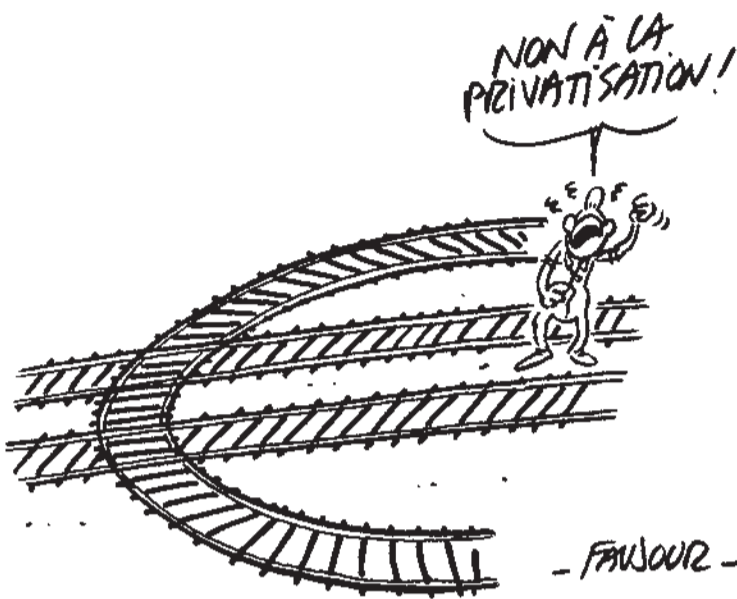
Tikrit, l'assaut de l'armée à Talafar près de Mossoul et l'embrigadement de volontaires, Maliki surfe maintenant sur une mobilisation populaire, y compris sunnite, et a inversé ses discours, défendant maintenant une mobilisation nationale non confessionnelle. Quant à Obama, confronté au bilan désastreux de la politique américaine dans la région, il a conditionné son aide à l'Irak à une solution politique entre Maliki et ses anciens partenaires, en même temps qu'il se rapproche du pouvoir iranien. Saïd Karim



# Une réforme vers la privatisation

En 1997, s'appuyant sur une directive européenne qui préconisait des comptes séparés entre l'exploitation du réseau et l'entretien de celui-ci, le gouvernement de la « gauche plurielle » et son ministre des Transports Gayssot (PCF) décidèrent de séparer totalement les infrastructures (les voies) du reste de la SNCF...

C'était la création de Réseau Ferré de France (RFF). Cela a été conçu pour préparer la libéralisation du trafic ferroviaire et a mis un terme au monopole public de la SNCF sur le réseau. Depuis, des entreprises privées, ou appartenant à un autre réseau européen, peuvent faire rouler un train entre Lille et Marseille en en faisant la demande auprès de RFF et en s'acquittant d'un péage. La combativité des cheminotEs, notamment lors de la grande grève de novembre-décembre 1995, a empêché le gouvernement d'aller à la vitesse qu'il souhaitait. Pourtant, les cheminotEs ont connu de nombreuses réorganisations ces 15 dernières années. D'une part, la direction de la SNCF a imposé des économies massives, notamment avec la suppression de milliers de postes (20 000 en 10 ans!). D'autre part, elle a mis en place un découpage de la SNCF par activités et par régions, quasiment à l'image de ce qui se pratiquait avant la création de la SNCF en 1937... Elle s'est efforcée de transformer chaque activité en une entité bien délimitée, avec un budget séparé et une quasi-obligation de faire des bénéfices. Bref, en séparant



ce qui pouvait être rentable de ce qui ne l'était pas, elle a tout préparé pour une privatisation morceau par morceau...

**Le PS veut finir son sale boulot**  
Aujourd'hui, sous couvert de réunification de la SNCF et de RFF, le gouvernement cherche à éclater l'entreprise en trois ! En effet, le tour de passe-passe consisterait

à intégrer RFF au sein d'un Établissement public à caractère industriel et commercial, SNCF Réseau, dans lequel seraient intégrés les postes d'aiguillages ainsi que l'Équipement, en charge de l'entretien du réseau. En un mot les activités non rentables et coûteuses. Une seconde entreprise, SNCF Mobilités, serait constituée par les activités commerciales.

Enfin, une troisième, la direction, serait là pour chapeauter le tout. On voit bien le danger : privatisations des profits et socialisation des pertes ! Une recette chère aux capitalistes.

Les droits sociaux des cheminotEs sont considérés comme un obstacle pour finaliser ce dessein. Le projet d'« harmonisation du cadre social » voudrait aligner, par le bas, les conditions de travail des plus de 150 000 cheminotEs sur celles des 3 000 cheminotEs du privé.

Aujourd'hui, le Parti socialiste voudrait donc achever ce qu'il a commencé en 1997. Si ce projet de loi venait à aboutir, il s'agirait d'une régression historique, du point de vue de l'organisation du réseau comme du point de vue des conditions de vie des cheminotEs : perte de 10 jours de repos par an, etc. C'est pourquoi les cheminotEs se battent pour la réunification de tous les secteurs du ferroviaire (public, privé, filiales, sous-traitance) dans une seule et même structure qui en aurait le monopole public, la SNCF, et pour l'harmonisation des conditions de travail des travailleurs du rail, mais en les alignant sur celles des cheminotEs de la SNCF.



## Pour gagner, plusieurs

Les cheminotEs ont commencé la grève il y a plus d'un an. Les enjeux décisifs pour la lutte.

### Regrouper les forces

La réforme ferroviaire s'attaque à tous les cheminotEs, quel que soit leur métier. Dans de nombreux dépôts et gares, les grévistes se réunissent et décident de la poursuite de la grève dans des assemblées générales par métier. Ces cadres de discussion permettent de discuter de revendications qui touchent les grévistes dans leur boulot quotidien, mais ils maintiennent aussi une séparation voulue par l'employeur. Cela arrange bien la direction qu'on ne se mélange pas entre conducteurs et commerciaux, entre roulants et sédentaires, parce que quand on commence à se mélanger et à échanger sur nos problèmes, on se rend vite compte que ce sont les mêmes : le sous-effectif, les suppressions de postes, le management agressif... Comme c'est déjà le cas dans certaines gares, les grévistes ont tout intérêt à se

réunir en AG interservices, à faire tomber les barrières ! Dans les nombreuses manifestations de ces derniers jours, les cheminotEs grévistes se divisent le plus souvent en cortèges syndicaux... Cela alors qu'ils mènent pourtant la grève tous ensemble (syndiqués et non-syndiqués, tous syndicats confondus), tiennent les piquets de grève ensemble, se réunissent en AG ensemble... C'est pourquoi, dans certaines gares, les grévistes ont décidé de manifester tous ensemble, dans des cortèges unitaires qui regroupent tous les grévistes de la gare. Le meilleur moyen de pousser l'unité jusqu'au bout !

### Pour une grève active et démocratique

Après plusieurs jours de grève, les états-majors syndicaux hésitent à poursuivre la grève jusqu'à satisfaction des revendications (avec le risque de se faire déborder par

## De la colère au quotidien à la grève nationale

RFF, EPIC, RH0077... Autant de sigles barbares inventés par les crânes d'œuf de la direction de la SNCF qui aujourd'hui soufflent à l'oreille des journalistes que les raisons de cette grève sont incompréhensibles !

Une stratégie, car derrière une réforme d'apparence technocratique, se cachent les problèmes quotidiens des cheminotEs. Il suffit de se rendre dans une AG de grévistes pour comprendre à quel point ces problèmes sont aigus.

Il y a d'abord les bas salaires. Au commercial ou à l'entretien des voies, on commence à peine au SMIC. Les primes sont à la tête du client. Sans parler des suppressions de postes : encore 2500 cette année. Et les restructurations sont permanentes pour adapter les rythmes de travail à l'hémorragie des effectifs. Écoutez un cheminotE gréviste expliquer qu'il ne veut pas perdre dix repos par an, alors que les plannings de travail sont déjà complètement déstructurants, ou un conducteurE de banlieue raconter qu'il doit déjà faire jusqu'à 117 arrêts dans une journée de travail, mais que le gouvernement et le patronat du ferroviaire prévoient d'augmenter les amplitudes de ses journées jusqu'à 14 heures pour qu'il fasse la pointe du matin et la pointe du soir ! Ceux de l'aiguillage, de la

maintenance et de l'entretien des voies en témoignent tous les jours devant leurs camarades : moins ils sont dans leurs services et plus la sécurité en pâtit. Avec tous en tête l'accident de Brétigny-sur-Orge de juillet dernier...

### «Coagulation des mécontentements»

La colère accumulée jusque-là s'exprime dans la grève, en particulier contre ce gouvernement détesté dont la réforme ne peut qu'être un sale coup qui s'ajoute à tous les autres. Même celles et ceux qui ne l'ont pas lue en détail en sont persuadés... Voilà au moins un point commun évident entre les cheminotEs et les classes populaires de ce pays : la rage contre Hollande ! Mais c'est loin d'être le seul. Car lorsque les grévistes expliquent la politique que la SNCF leur fait subir depuis des années, dont la réforme n'est que l'aboutissement, tous les travailleurs peuvent s'y reconnaître. D'ici à ce qu'ils se reconnaissent dans la lutte des cheminotEs, il n'y a qu'un pas... qui hante les nuits



AG des cheminotEs à Achères (78).DR

de nos chers ministres socialistes ! La «coagulation des mécontentements» les effraie... Mais elle effraie aussi les états-majors syndicaux qui, le jour du déclenchement de la grève, se sont rués chez le ministre pour négocier des amendements à la réforme. Une façon d'imposer un rythme au mouvement qui serait calqué sur celui de ces tractations sans fin et sans intérêt, alors que de nombreuses AG ont voté à l'unanimité le retrait pur et simple du projet de loi. Une façon aussi de ne surtout pas parler des problèmes concrets que soulèvent les cheminotEs dans cette grève et

qui pourraient servir de base à une plateforme de revendications pour tous les travailleurs. Qu'on se le dise à Air France, à La Poste, chez les intermittentEs, dans les hôpitaux, partout, dans le privé comme dans le public, les cheminotEs exigent bien le retrait de la réforme pour faire reculer le gouvernement, mais aussi l'arrêt des suppressions de postes, l'embauche au même statut des précaires et des travailleurEs du rail privé, des filiales et des sous-traitants, et des augmentations de salaires. Un bon programme pour une lutte d'ensemble !

## Solidaires de la grève

Le décalage entre ce que l'on entend dans les médias et le vécu des égoïstes hors normes, prêts à faire loucher le bac à toute

Un peu plus et les « clients » de la SNCF (qui redevenaient des « usagers » pendant les grèves) seraient prêts à attraper le premier gréviste venu pour l'attacher sur les rails. Heureusement, peu de trains roulent ! Pourtant, les grévistes qui rencontrent quotidiennement les usagers dans les gares, lors de diffusions de tracts par exemple, se rendent compte que la réalité est tout autre. Le mouvement rencontre en effet une sympathie certaine et plus importante que lors des précédentes mobilisations. Nombreux sont ceux qui disent comprendre la

grève des cheminotEs, même si bien sûr ils rencontrent aussi les « habituels » usagerEs en colère, excédés par les longues heures d'attente. Les usagerEs, qui sont aussi des travailleurEs, savent que l'on n'a déjà que trop reculé sur les droits sociaux ou les services publics en France ces dernières années. Sans compter que la coupe est pleine vis-à-vis du gouvernement Hollande... Bref, bon nombre pensent que les cheminotEs ont raison de ne pas se laisser faire.

### Comment aider ?

Aider les grévistes est une nécessité : c'est faire la démonstration



# Les cheminotEs ouvrent la voie

Dossier réalisé par le secteur cheminot du NPA

## Leurs défis à relever

Une semaine, et certaines questions de fond deviennent

le mouvement), et sont fortement tentés d'aller négocier dès maintenant des amendements au projet de loi actuel, avec le risque de se heurter à leur base mobilisée. Le seul facteur qui peut faire pencher la balance du bon côté, c'est la force et la détermination des grévistes eux-mêmes!

En effet, si les grévistes sont passifs et laissent toute l'initiative aux directions syndicales, alors ces dernières décideront en fonction de leurs propres intérêts d'appareil, et non en fonction de l'intérêt des grévistes. C'est d'ailleurs ce que le gouvernement essaie d'encourager, on le voit déjà, en proposant notamment dans les négociations de leur accorder plus de permanents syndicaux...

C'est pourquoi les grévistes doivent s'organiser pour contrôler la lutte eux-mêmes. Cela passe tout d'abord par des assemblées générales souveraines, qui discutent et votent sur

les revendications de la lutte, les moyens d'action... et ne laissent pas les décisions importantes entre les mains des directions syndicales. Dans certaines gares, les grévistes se sont aussi dotés d'un journal quotidien de la grève, écrit par les grévistes eux-mêmes, ce qui leur permet de décider eux-mêmes des messages qu'ils font passer.

Très rapidement, il y a un enjeu à ce que les grévistes de différentes gares puissent se coordonner: pour savoir par eux-mêmes ce qui se passe ailleurs, échanger les bonnes idées des uns et des autres, monter des actions communes...

Enfin, le contrôle démocratique des grévistes sur leur mouvement passe aussi par la mise en place de structures où les grévistes élisent, parmi eux, celles et ceux en qui ils ont confiance pour animer la grève, qui seront sous le contrôle de l'AG (qu'on appelle cela «comité de grève» ou autre).

## Les usagers des médias pris en otage par les éditocrates

Plus de 10 ans après sa première publication, notre «lexique pour temps de grèves et de manifestations» est plus que jamais d'actualité. «Prises d'otage», «galère des usagers», «grogne syndicale», etc. La grève des cheminots, entamée mardi soir, signe le grand retour de la langue automatique d'un journalisme officiel plus ou moins ouvertement hostile aux mouvements sociaux.

«L'opposition entre les lycéens qui vont passer le bac et les terribles grévistes qui les en empêcheraient, l'opposition entre les usagers et les grévistes, c'est une thématique idéologique de droite» note Claude Askolovitch, dans son éditorial du 14 juin sur I-télé. Et de conclure, sans que l'on sache s'il ironise ou s'il s'en félicite vraiment: «Voir les socialistes faire du Figaro, c'est nouveau, donc c'est intéressant».

Mais si le gouvernement a «parlé à droite» comme semble s'en réjouir Askolovitch, une partie des médias n'a pas manqué de lui emboîter le pas. À commencer par le Monde, qui titre sobrement son éditorial du 13 juin: «SNCF: il faut savoir arrêter une grève». Le «journal de référence», devenu journal officiel, reprend à son compte l'injonction du gouvernement.

«Compromis», «intérêts de tous»: voilà des mots que les grévistes n'entendent pas. L'éditorialiste du Monde, en manque d'inspiration, a-t-il pioché dans notre «lexique» pour rédiger son éditorial, cousu de la langue automatique du journalisme brise-grève? «Il y a dans ce mouvement de grève une grande irresponsabilité de la part de syndicats qui accréditent l'idée que, décidément, ils préfèrent le conservatisme à la réforme.»

Le Monde rabroue les syndicalistes qui «n'obtiendront rien», vont «perdre la bataille» et dont la grève est injustifiée car elle «perturbe la vie quotidienne des usagers», «menace le bac» mais surtout, parce qu'elle est «illisible» pour l'opinion publique. Tellement «illisible» que le Monde ne daigne dire un mot du contenu de la réforme ni des revendications des grévistes. Comme un écho ironique à l'éditorial de la chefferie du Monde, le blog des «décodeurs» sur le monde.fr publie un article le même jour:

«Mais au fait, pourquoi la SNCF fait grève?» Bonne question, à laquelle le lecteur trouvera des éléments de réponse plus factuels que la charge anti-syndicale de la Une du quotidien papier. On y apprend, entre autres, que la «menace sur le bac» brandie par le gouvernement et le Monde est à relativiser; ou encore que les deux syndicats (CGT-Cheminots et Sud-Rail) qui appellent à la continuation de la grève représentent une majorité des salariés – même si l'article met en avant les «fractures» et luttes internes syndicales.

Le Monde fait-il du Figaro? Ni une, ni deux, ce dernier – qui consacre une double page à la «galère des usagers» – monte le ton: la France «se délingue», elle n'est «plus capable d'assurer correctement la tenue des épreuves du baccalauréat» à cause de «quelques cheminots syndiqués», peste l'éditorialiste Yves Thérard. Des privilégiés nuisibles qui bloquent la France «pour un oui ou pour un non», pour des motifs «inacceptables».

Le Parisien n'est pas en reste (...) «C'est parti pour une journée de galère pour les usagers de la SNCF» commente en vidéo sur leparisien.fr l'éditorialiste du quotidien, raccord avec la ligne éditoriale de l'édition papier. Avec, à la clé, une «question du jour» qui annonce la couleur: «SNCF: Faut-il limiter le droit de grève?»

Dans le même registre, le Figaro va plus loin: «Faut-il interdire le droit de grève dans les transports publics?» interroge le quotidien conservateur sur son site.

Impossible de poursuivre ce bref tour d'horizon de la presse nationale sans évoquer les tauliers de l'Express et du Point, qui n'ont pas manqué de tirer à boulets rouges sur les cheminots. Leur grève évoque à Franz-Olivier Giesbert une France «toujours à cran, éruptive, plombée par les boulets des corporatismes». L'éditorialiste du Point, jamais avare

de métaphores douteuses<sup>1</sup>, en tire une conclusion aux subtils accents totalitaires: «n'est-il pas temps d'essayer de guérir la France sans lui demander son avis, quitte à la brutaliser un peu?»

Dans un de ses désormais célèbres éditoriaux vidéo, Christophe Barber décerne quant à lui un «carton rouge» aux grévistes de la SNCF (entre autres). Selon lui, «le recours à la grève n'est pas une bonne formule», cela fait d'eux des «preneurs d'otages» et incite «à certaines violences».

Notons que Libération ne se mêle pas à ce concert de dénonciations de la grève des cheminots. En fait le conflit social est tout simplement absent de la Une du quotidien, comme des billets des éditorialistes qui lui préfèrent l'actualité irakienne et la Coupe du monde de football.

Le son de cloche n'est pas si différent chez les chroniqueurs à la télévision ou à la radio. Arlette Chabot, sur LCI, peine à comprendre la raison pour laquelle les syndicalistes luttent contre une réforme qu'ils ont voulue, et ce malgré les concessions du gouvernement. La continuation de la grève relèverait d'une «surenchère» due à la «division syndicale».

Pédagogue mais intraitable, Nicolas Doze douche les espérances des manifestants sur BFM-TV: la réunification de la SNCF? Impossible, à cause de l'Europe. Le maintien du statut des cheminots? Impossible, dans le nouveau cadre européen. Éponger la dette de l'entreprise, en grande partie le résultat des investissements dans les lignes à grande vitesse? Impossible: ce serait l'équivalent d'une subvention publique, interdite... par Bruxelles. La chronique de politique de France info consiste, quant à elle, en une longue exégèse de ce que dit et pense «l'exécutif». Quelques exemples:

– «Le modèle de la crise sociale

OBSERVATOIRE DES MÉDIAS  
**ACRIMED**  
ACTION - CRITIQUE - MÉDIAS

Article produit par l'association ACRIMED (Action – Critique – Médias) que nous remercions ici. ACRIMED vient de lancer une souscription dont l'objectif est de récolter 40 000 euros. Pour les aider: <http://boutique.acrimed.org/14-faire-un-don.html>

version 1995 ne peut s'appliquer à ce mouvement. Aujourd'hui, le gouvernement n'est pas compris, et par conséquent, qu'elle n'est pas populaire.»

– «L'exécutif ne semble pas ressentir les prémices d'une crise sociale. Comme s'il était convaincu qu'il s'agissait d'une simple crispation de la CGT, débordée par sa base» – «Lundi, ce ne sont pas des salariés au pouvoir d'achat en berne qui seront pénalisés, mais leurs enfants ou leurs proches, des lycéens qui vont passer leur bac. Le distingué devrait peser dans les AG ce week-end. C'est ce que veut croire, et espérer, l'exécutif.»

Laissons à Claude Askolovitch, que nous citons en ouverture de cet article, le mot de la fin (ou presque). Avec cette hypothèse lumineuse: au fond, si le gouvernement de gauche emploie le «vocabulaire idéologique» de l'adversaire – en jouant les usagers contre les grévistes – n'est-ce pas que «peut-être, tout simplement, la réalité est-elle de droite»?

Askolovitch se rend-il compte qu'associer aussi nettement l'opposition des usagers et des grévistes au «vocabulaire idéologique» de la droite revient à conclure que, pour le paraphraser, la majorité des grands médias «parlent à droite»? Peut-être. Après tout, qu'est-ce que cela aurait de si étrange, puisqu'il semble penser que «la réalité est de droite»? Le problème qui demeure, et qui est un problème démocratique, c'est que ce constat soit apparemment partagé, consciemment ou non, par une majorité d'éditorialistes, de chroniqueurs et de chefferies éditoriales... Le traitement médiatique de la grève des cheminots ne fait qu'en apporter une nouvelle preuve.

Frédéric Lemaire

1 – La France serait «rongée comme par des puces par les syndromes du déclin, elle fait penser à ces grands malades qui, à force de s'être grattés, ne supportent plus qu'on les touche.»

## ve, la renforcer!

cu des cheminotEs est assez frappant. En effet, selon les médias, les cheminotEs seraient une génération, doublés d'abrutis finis qui n'auraient rien compris à une «bonne réforme».

Après des cheminotEs qu'ils ne sont pas seuls et qu'ils sont même soutenus par une partie de la population. De fait, être solidaire de la grève, c'est la renforcer.

Pour ce faire, il y a plusieurs possibilités: diffuser des tracts de soutien à la grève auprès des voyageurs, prendre contact avec les cheminotEs qui ont souvent un tract spécialement conçu pour les usagers et leur proposer de le distribuer avec eux, organiser des rassemblements aux abords des gares, créer des collectifs d'usagers solidaires... On peut aussi faire adopter des motions de soutien à la grève sur

son lieu de travail, sa fac, son lycée ou dans son syndicat. On peut organiser des collectes que l'on remet ensuite aux assemblées générales et qui peuvent servir pour l'organisation quotidienne de la grève (peinture pour les banderoles, charbon pour le barbecue, etc.).

Enfin, on peut bien entendu se servir du matériel conçu par le NPA<sup>1</sup>: organiser des distributions du tract du NPA en soutien à la grève, coller l'affiche spécialement conçue pour la grève, et aider l'intervention des cheminotEs du NPA en distribuant le bulletin «Les cheminotEs anticapitalistes».

Toutes ces actions, ne serait-ce que de passer dire un mot d'encouragement dans les gares, renforce l'action des grévistes. Il faut aller discuter, y compris avec celles et ceux qui travaillent. Cela reste utile: nombreux sont ceux qui font la grève, ne serait-ce qu'une heure par jour, et ceux qui hésitent peuvent «basculer» grâce au soutien extérieur. Enfin, restent au travail les petits chefs qui se sentiraient encore un peu plus idiots de remplacer les grévistes qui se battent aussi pour eux!

1 – Disponible sur le site national: [www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

OÙ VA LA SNCF?



— FAUCOUR —



## PERTE D'AUTONOMIE

## Des mesurètes financées par les retraités eux-mêmes

Avec deux mois de retard, et après un remaniement ministériel, le projet de loi sur l'autonomie a été présenté au conseil des ministres du 3 juin 2014. Les ministres Touraine et Rossignol veulent le faire voter avant la fin de l'année...

Ce projet n'est guère différent de celui de Michèle Delaunay dans le précédent gouvernement Ayrault. S'inscrivant dans la politique d'austérité et d'attaques contre la protection sociale du gouvernement Valls, qu'apportera cette loi aux personnes âgées subissant une perte d'autonomie? Le texte est uniquement consacré à l'amélioration des aides pour le maintien au domicile. Une autre loi doit rendre plus accessible en 2015 le séjour en maison de retraite. Mais à l'heure de la réduction de 50 milliards des dépenses publiques, verra-elle même le jour?

## Un projet de loi dérisoire

Ce texte a pour principale mesure le renforcement de l'APA (allocation personnalisée d'autonomie versée par les départements). 375 des 645 millions d'euros du plan y seront consacrés. Selon le ministère, 600 000 personnes seraient concernées... par une hausse moyenne de 50 euros de leur prestation!

Le texte devrait permettre l'accroissement du nombre d'heures d'aide au domicile et une légère amélioration de leur financement. Des aides financières sont aussi prévues pour l'installation à domicile de dispositifs de téléassistance et domotique, l'adaptation de 80 000 logements (selon l'Agence nationale de l'habitat 2 millions sont concernés...), ainsi qu'une « aide au répit » pour les personnes s'occupant d'un proche. Et les « foyers logements », formule intermédiaire entre le domicile et la maison de retraite, doivent être modernisés.

Tout cela constitue une réponse dérisoire au regard des besoins. Les limites de ces mesurètes ont été soulignées par le Conseil économique social et environnemental (pas vraiment une institution subversive) qui a estimé que ce projet ne « répondait pas vraiment à l'urgence de la situation » et que les moyens alloués « n'étaient pas à la hauteur des ambitions ».

Mais le plus grand scandale, c'est que ce plan est financé par la baisse des pensions des retraités imposables, soumis à la Casa (Contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie) instaurée depuis 2013 par le gouvernement Ayrault. Loin d'une prise en charge par la Sécurité sociale (et d'un financement par des cotisations versées par les employeurs), c'est une assistance minimum, ne coûtant rien aux patrons, que choisit ce gouvernement.

Jean-Claude Delavigne

## NOTRE-DAME-DES-LANDES

## L'abandon, c'est maintenant!

Le prochain grand rassemblement contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes se déroulera les 5 et 6 juillet prochains sur les terres de Bellevue. Le lieu même est un symbole : cette ferme au cœur de la Zad est cultivée par les opposantEs au projet, agriculteurs et « zadistes » réunis.

Un rassemblement placé, plus encore que les années passées, sous le ciel de la convergence des luttes... L'objectif est de renforcer les résistances à l'ensemble des Grands projets inutiles imposés (GPII). Dans cet esprit, le rassemblement final sera précédé par des caravanes, des meetings, des points de rencontres et d'information, partant des espaces de luttes locales contre les GPII, caravanes qui convergeront vers les terres de Bellevue.

Il s'agit donc de fédérer des luttes présentes sur l'ensemble du territoire pour les populariser. Depuis Nonant-le-Pin, où les habitants ont repoussé le projet de déchetterie de la sulfureuse multinationale GDE, depuis Flamanville contre la centrale nucléaire, jusqu'à Sainte-Anne-d'Evonos où l'on marche contre la ligne à grande vitesse, c'est une multitude de luttes locales que Notre-Dame-des-Landes inspire.

## Un rassemblement politique

Convergences 2014, c'est bien sûr un rassemblement festif mais cette édition met particulièrement l'accent sur la dimension politique. Le message de la manifestation est clair : « l'abandon du projet, c'est maintenant ! » C'est maintenant qu'il faut porter le coup fatal, l'attaque finale contre ce projet totalement inutile. Une victoire à portée de main qui relancera l'ensemble des luttes contre les GPII et plus largement contre une société, un monde dont nous ne voulons pas. C'est dans cet esprit qu'un meeting politique dont le thème est « Quels projets utiles pour l'humanité ? » se déroulera le dimanche matin, meeting où le NPA sera représenté par sa porte-parole



Christine Poupin. Question pertinente : face aux projets inutiles des potentats locaux alliés aux grandes entreprises, il nous faut de grands projets utiles à la population, décidés par elle, qui s'accompagnent d'une création massive d'emplois durables. Car nous avons besoin de construire et d'isoler nos logements plutôt que de pistes d'aéroports, de transports collectifs gratuits plutôt que d'avions, d'emplois

durables plutôt que de bénéfiques pour les multinationales parasites comme Vinci.

Des spectacles, des concerts, des animations sont au programme de notre traditionnel rassemblement estival, et ce ne sont pas moins d'une quarantaine de débats qui se dérouleront sous les chapiteaux. Au menu des thèmes abordés : le Grand marché transatlantique, la criminalisation et la répression des luttes, la question de l'emploi face aux grands projets inutiles, les partenariats public-privé, la médiatisation des luttes, les enjeux agricoles ou climatiques, le nucléaire et l'énergie, la métropolisation, les transports... Le NPA sera aussi

présent avec le « Forum de l'écologie radicale » qui vient de tenir son premier rassemblement le dimanche 8 juin (voir notre article en page 10).

## Une phase charnière

La préparation de notre événement de l'été se situe dans une phase charnière. Charnière car le projet n'a jamais été finalement aussi fragile qu'aujourd'hui. La remise des travaux aux calendes grecques, la persistance d'une opposition massive, comme l'a montrée la manifestation du 22 février à Nantes, l'attestent. À cela il faut ajouter le discrédit record d'un gouvernement, particulièrement dans une région bretonne qui cristallise les mécontentements contre lui.

Charnière également parce que la répression d'une manifestation contre l'aéroport n'a jamais été aussi forte et aussi criminelle que le 22 février, et que les tentatives d'expulsions de nouvelles maisons n'ont jamais réellement cessé. C'est en soutien aux victimes de toutes les répressions, et particulièrement à Enguerrand Delanous, militant actuellement emprisonné (mais néanmoins candidat sur notre liste aux élections européennes), que nous mènerons ces débats.

Sandra Cormier et Bertrand Achel

## EN SAVOIR PLUS :

Site du rassemblement : <http://www.notredamedeslandes2014.org>  
 Blog des caravanes militantes de Convergences : <http://convergencesndl.over-blog.com>



## RENCONTRE DU SAMEDI 21 JUIN

## « Sortir de l'austérité, combattre les inégalités, réinventer la démocratie »

De 9h30 à 17h à la bourse du travail de Paris (3, rue du Château-d'Eau, métro République).

## 10h-10h15: Introductions

Retour sur le succès de la marche du 12 avril et son caractère inédit : travail en commun entre des personnalités, des militantes et des militants d'associations, d'organisations syndicales, de partis politiques.

Affirmation de la volonté de poursuivre en s'organisant localement, en proposant des mesures alternatives d'urgence, en se mobilisant sous des formes multiples et diverses tant au niveau national que dans les régions. L'objectif est de définir des axes de mobilisation pour sortir de l'austérité, combattre les inégalités, réinventer la démocratie.

## 10h15-11h: Interventions de militantEs de secteur en lutte

Fralib, Cheminots, Coordination des hôpitaux, Alstom, Logement, Précaires, Notre-Dame-des-Landes, Sans-papiers, Sanofi, IntermittentEs...

## 11h-13h: Ateliers

– SalariéEs, chômeurEs, retraitéEs : sortons de la précarité  
 – Reconquérir et développer la Sécurité sociale et les droits sociaux  
 – S'attaquer à la finance (banque, finances, dettes, fiscalité...)  
 – Reconquérir et refonder l'action publique de l'État et des collectivités

territoriales au service de toutes et tous

– Donner le pouvoir aux travailleurs, aux citoyens dans la cité, les entreprises, les services publics  
 – Promouvoir la transition écologique et un nouveau développement industriel  
 – Défendre et développer les droits, les libertés  
 – Imposer le droit à l'emploi

## 14h-16h: séance plénière

Restitution des travaux des ateliers avec des propositions

## 16h-18h30: conclusions

## INTERMITTENT-E-S

## Extension du domaine de la grève...

La mobilisation contre l'accord signé le 22 mars entre le Medef, la CFDT, la CFTC et FO s'amplifie.

Dans les heures qui ont suivi la signature de l'accord, la ministre de la Culture s'était félicitée de voir sauvé le régime spécifique d'indemnisation chômage

des intermittentEs du spectacle que le Medef avait, comme à son habitude, annoncé vouloir supprimer. Elle espérait camoufler le scandale de cette nouvelle convention qui s'attaque aux plus précaires et aux intérimaires. L'offensive médiatique fut tapageuse comme à chaque fois qu'il s'agit des intermittents du spectacle : les chiffres donnés sont faux, les arguments mensongers. Seulement, la propagande n'a



# POSTE DU 92 **Le conflit dure et s'élargit**

La grève des postiers et postières des Hauts-de-Seine dure depuis maintenant plus de quatre mois et demi : plus de cent quarante jours de lutte, d'assemblées générales quotidiennes, de tournées vers les autres bureaux. Une stratégie payante, puisque la grève tient toujours dans deux autres départements.

## Premières victoires dans les autres départements

À Épinay-sur-Orge (91), la grève dure depuis un mois. Mardi 3 juin, treize bureaux du 91 les ont rejoints et un nouveau préavis départemental a été déposé mardi 16 juin.

À Paris 15<sup>e</sup>, la grève est ininterrompue depuis le 21 mai. Comme dans le 92, ces grévistes n'en sont pas à leur première expérience. C'est leur troisième grève reconductible depuis 2010 et l'habitude a été prise de tenir des piquets, d'aller voir les autres bureaux, de se rassembler au siège social... Et de se réunir avec les autres postiers en lutte!

Le 11 juin, premier jour du préavis de SUD et de la CGT sur toute la capitale, une assemblée générale commune a regroupé une soixantaine de grévistes de Paris 15<sup>e</sup>, une trentaine du 92 et à peu près autant d'autres bureaux (Paris 5<sup>e</sup>-6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup> et Louvre notamment). Une extension est possible dans les jours qui viennent au bureau de Paris 5<sup>e</sup>-6<sup>e</sup>.

Cette perspective semble effrayer La Poste. Alors qu'elle menaçait de supprimer douze jours de repos et vingt-trois emplois, elle a fini par céder le 13 juin sur les jours de repos. Cette première victoire aurait pu signifier la fin de la grève... Mais le lendemain, les grévistes l'ont reconduite à la quasi-unanimité!

Ces trois grèves de région parisienne ne sont pas les seules (voir *l'Anticapitaliste* n°246). La lutte se poursuit à Ajaccio, avec près d'un mois de grève. Elle a pris fin à Villard-Bonnot (Isère) vendredi 13, avec le report à septembre de la réorganisation qui devait supprimer six tournées sur vingt-six.

## Ne rien lâcher!

À l'heure où nous écrivons ces lignes, nous ne connaissons pas encore la décision de l'inspection du travail concernant le licenciement de notre camarade Gaël Quirante qui fait l'objet d'une procédure depuis 2010... Et s'en est vu ajouter une nouvelle cette année!

Quoi qu'il en soit, les grévistes sont déterminés à ne pas lâcher sur l'ensemble de leurs revendications : tant pour l'embauche des précaires en CDI et contre les suppressions d'emplois, que pour l'arrêt de la répression interne et judiciaire. Les patrons de l'entreprise comptent mettre dans la balance un recul de leur part sur les revendications des grévistes contre des coups très durs portés à l'équipe militante de SUD-Activités postales 92. Les grévistes, eux, comptent bien profiter de l'ambiance de lutte qui s'installe, tant à La Poste que dans le pays. Ils ont mené ces derniers temps des actions avec les intermittents et précaires. Et la proximité entre la SNCF et La Poste est évidente : les deux entreprises publiques se comportent comme les pires boîtes capitalistes, recourent à la précarité et tentent de briser les acquis des salariéEs comme le service rendu aux usagers.



Paris 15<sup>e</sup> en grève reconductible. DR

Dans ce contexte, la victoire est à portée de main. Elle demande encore de la solidarité, notamment financière<sup>1</sup>, mais aussi par la diffusion des infos de la grève<sup>2</sup>.

**Correspondant**

1 – Chèques à SUD Poste 92, 51 rue Jean Bonal, 92 250, La Garenne-Colombes, mention « solidarité grévistes » au dos.

2 – Vidéos, photos et résumés des journées de grève : <http://grevedespostiersdu92.tumblr.com>

## HÔTELLERIE **Dans les palaces, on lutte aussi et on gagne!**

Manifestation insolite, jeudi 6 juin, dans les beaux quartiers, entre la rue de la Paix et la place de la Concorde... Une centaine d'employés de quelques palaces parisiens défilent avec drapeaux de la CGT et de la CNT entre l'hôtel Park Hyatt Paris Vendôme et le Crillon.

Il s'agissait de dénoncer le développement de la sous-traitance pour les services d'hébergement (femmes de chambre, gouvernantes et équipiers) ainsi que le travail à la tâche. C'était aussi un soutien aux salariéEs du Park Hyatt qui attaquaient l'après-midi aux prud'hommes la direction de l'hôtel et celle de la société de nettoyage Française de Services Groupe qui les emploie. En effet, on leur refuse les avantages dont bénéficie l'ensemble du personnel du palace.

### «L'esclavage, ça suffit!»

L'été dernier, c'est au Campanile et au Première Classe de Suresnes (92) qu'il a été mis un terme, à l'issue d'une grève, à certains abus de la



L'hôtel Hyatt en lutte il y a quelques mois. DR

sous-traitance. Et une charte sociale s'applique depuis le 1<sup>er</sup> juin à tout le Louvre Hôtels Group.

Tout récemment, il y a eu des victoires judiciaires contre la précarité et les mauvaises conditions de travail au Sofitel Bercy, au Concorde Montparnasse et au Novotel Paris Les Halles, après parfois de

longues grèves comme au Novotel (34 jours!).

Actuellement en travaux, Le Crillon et le Ritz comptaient rouvrir avec leur personnel d'hébergement sous-traité, comme de vulgaires hôtels économiques. Ils vont peut-être devoir maintenant réviser leurs plans.

**Jacques Capet**

## URGENCES DES HÔPITAUX L'austérité comme remède!



DR

Martin Hirsch, le directeur de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), vient de présenter «une stratégie globale d'amélioration des urgences»...

Selon ce rapport, le délai moyen d'attente aux urgences serait actuellement de quatre heures. Ces statistiques cachent la situation pénible vécue chaque jour par des milliers de patients et de soignants, des attentes dépassant huit heures, des urgences saturées à 300% de leur capacité d'accueil. Ce rapport omet d'expliquer une des raisons de l'affluence croissante aux urgences (1,1 million de personnes en 2013 à l'AP-HP, + 2,1% par an) : la pauvreté s'accroît, la médecine de ville est inaccessible et payante pour beaucoup malgré la CMU.

Martin Hirsch, qui prétend régler une crise grave, ne fait qu'appliquer aux urgences des dispositions prévues pour l'hôpital dans le cadre du Pacte de responsabilité afin de réaliser dix milliards d'économie en trois ans.

### La casse continue!

Le gouvernement veut réduire les durées d'hospitalisation : le rapport annonce une réorganisation des urgences pour que les patients soient hospitalisés plus rapidement «par une méthode de management des lits, en améliorant les conditions de sortie des patients pour ne pas neutraliser inutilement des lits par des sorties d'hospitalisation mal gérées». Il veut aussi développer la chirurgie ambulatoire (des opérations dans la journée sans séjourner à l'hôpital) : le rapport met l'accent sur «la permanence des soins ambulatoires qui n'est pas optimale».

Le 15 (centre d'appel du SAMU) devra orienter les malades vers les médecins généralistes, et les maisons médicales de garde devront être renforcées. Les patients seront davantage dirigés vers la médecine libérale et s'ils ne peuvent faire l'avance des frais médicaux, pharmaceutiques... ils devront renoncer aux soins.

«Des transformations architecturales seront réalisées pour s'adapter au flux des patients», et sans doute permettre ainsi de nouvelles fermetures d'urgences... Aucun budget, aucune embauche supplémentaire ne sont envisagés, mais «pour améliorer la qualité de l'accueil des bénévoles, médecins retraités et volontaires d'associations, seront intégrés en appui aux équipes professionnelles».

Toutes ces mesures, au profit de l'activité libérale et du privé, s'inscrivent dans la logique de la loi Bachelot aggravée par Marisol Touraine. Martin Hirsch soigne une image d'humaniste : il n'est en fait qu'un bon communicant au service des casseurs de l'hôpital public!

**S. Bernard**

pas fonctionné. Depuis des années, les intermittents sont devenus les experts de leur situation : ils ont démonté méticuleusement les arguments du patronat. Un «comité de suivi», créé dans la foulée de la grève des festivals de 2003, avait ainsi avancé un ensemble de propositions dont pas une seule n'a été discutée lors de la parodie de négociations du 22 mars.

Le cri de victoire de la ministre a donc fait long feu. La CGT a, depuis, saisi la justice pour réclamer la «nullité» de la nouvelle convention. Mais la riposte est avant tout militante. Le 12 mai en AG, les intermittents interpellaient le gouvernement désormais seul responsable de la situation : il appartient, en effet, au ministre du Travail d'agréer ou pas l'accord, et par là de se désolidariser

du Medef (ce même ministre qui se déclarait solidaire des intermittents jusqu'à ce qu'il prenne ses fonctions...). «Tant qu'un ministre sera dans la salle, nous ne jouerons pas», affirmaient-ils!

### Amplification et radicalisation

Depuis, la situation s'est radicalisée, le mouvement amplifié. Ministre ou pas dans la salle, les intermittents s'orientent vers la grève. Cette solution n'est pas sans conséquence : elle peut les priver de quelques cachets décisifs pour l'ouverture ou la reconduction de l'indemnisation chômage. Elle les contraint aussi à renoncer à la présentation d'un travail qui les a occupés parfois plusieurs mois ou années. Le choix de la grève dit combien la colère contre le gouvernement est forte ainsi

que le refus de voir l'accord agréé. Début juin, le festival «Le Printemps des comédiens» à Montpellier a lancé le mouvement de grève qui se généralise depuis. D'autres festivals ont fait de même, des écoles d'art les ont suivis. Les initiatives se multiplient, au quotidien. Les ministres ne se déplacent plus sans comité d'accueil. La panique du gouvernement est palpable, terrorisé à l'idée de voir les festivals d'été annulés, avec ce que cela signifie comme fortes pertes économiques.

Dans l'urgence, ils ont nommé un médiateur (favorable à la convention!) chargé de rendre des conclusions pour fin juin. Tout en confirmant l'agrément, Valls a annoncé ouvrir une vaste concertation sur l'intermittence, oubliant que ce n'est pas sur ce seul point que s'organise la



Rassemblement à Paris lundi 16 juin. DR

résistance mais sur la totalité de l'accord Unedic. De leur côté, le Medef, la CFDT et FO accentuent la pression. «Revenir sur l'accord sur les intermittents mettrait fin au paritarisme», affirmait ainsi Jean-Claude Mailly (FO)...

La journée de grève et de manifestations du lundi 16 juin, particulièrement suivie, témoigne de la mobilisation ascendante, de la solidarité du milieu culturel, initiant d'ailleurs en de multiples endroits des convergences avec le mouvement des cheminotEs. Les prochains jours seront décisifs, entre les tentatives d'enfumage et de diversion du gouvernement, la perspective prochaine des festivals d'été et la radicalité grandissante d'un mouvement déterminé à mettre en échec la politique de Valls et de Gattaz.

**Olivier Neveux**





## Les comités en action!

FORUM ÉCOLOGIE RADICALE

## Ce n'est qu'un début

Le dimanche 8 juin à Montreuil, les rencontres de l'écologie radicale « Climat social » organisées par des militantEs de diverses forces – NPA, AL, MOC, Ensemble, Amis de la Terre, collectifs de lutte – ont été un succès qui a rassemblé plus d'une centaine de personnes.

La journée a été organisée en trois parties : Apports théoriques : l'écologie radicale, la décroissance, l'écologie sociale, l'écocapitalisme, l'écologie libertaire...

La transition écologique dans le monde du travail : intervention des salariés, désindustrialisation, antiproductivisme, rôle des syndicats...

Comment lutter, comment agir ? Notre-Dame-des-Landes, les gaz de schiste, le nucléaire, l'agriculture industrielle via le projet des 1000 vaches, les grands projets inutiles imposés, l'extractivisme...

### Points de convergence

Le partage des expériences et des réflexions dans un esprit d'écoute réciproque a permis de mettre en évidence des points de convergence importants : l'affirmation d'une position clairement anticapitaliste, antiproductiviste, internationaliste et contre toutes les formes de domination ; l'accord général sur l'importance de lutter de manière cohérente à la fois contre les inégalités sociales et environnementales qui touchent avant tout les plus pauvres ; la méfiance sur ce que nous pouvons attendre des sciences, des techniques, dans une perspective de luttes radicales ; des réflexions croisées sur les processus de décision, qui décide et de quoi, dans le cadre d'un dépassement de la concurrence des urgences et d'une nécessaire globalisation des luttes ; l'affirmation partagée qu'il ne s'agit pas d'attendre une hypothétique « moment révolutionnaire » mais bien de contribuer à populariser les capacités d'agir avant d'inévitables affrontements, ce qui suppose une réelle prise en compte de la question du contrôle social et des moyens de s'y opposer.

Les participants sont résolus à poursuivre ce travail collectif sur l'écologie radicale dès les 5 et 6 juillet, à l'occasion du prochain rassemblement à Notre-Dame-des-Landes, et à travailler dès à présent sur les actions à mener avant et pendant la conférence COP21 à Paris-le Bourget en décembre 2015.

CorrespondantEs Commission nationale écologie



Le NPA droit au but!  
Participez à notre  
campagne financière

Pour plus d'informations, pour nous aider : <http://npa2009.org/souscription>

## Campagne financière



## Conseil politique national

# Sous le signe de la grève

La grève des cheminots est venue bousculer l'ordre du jour du dernier CPN qui n'a pu se tenir que sur une seule journée...

La lutte s'imposait au cœur de nos discussions, construisant un lien concret entre la bataille politique que nous avons menée ces derniers mois sur le terrain électoral contre les politiques d'austérité et l'Europe du capital, et les mobilisations, seule voie pour mettre ces politiques en échec. Autant dire que la grève a pris une place prépondérante dans nos discussions : grève des cheminotEs bien entendu, des intermittentEs, mais aussi des postierEs – dans le 92, à Paris 15<sup>e</sup> ou dans le 91 –, la lutte à Notre-Dame-des-Landes...

### Des élections aux luttes

Un large accord se dégagait sur les analyses des résultats des européennes à travers lesquels se combinent, sous les effets de la crise, le rejet des politiques d'austérité et des partis qui les ont mises en œuvre, avec l'abstention ou un rejet des institutions antidémocratiques de leur Europe capitaliste, dont bénéficie l'extrême droite.

Comme l'indiquait un des rapports introductifs, on retrouve les mêmes tendances à l'œuvre au niveau de l'ensemble de l'Europe, même si cela s'exprime de façon différenciée selon les pays. Le temps nous a manqué pour approfondir l'échange, en particulier sur la situation en Espagne créée par la progression de Izquierda Unita et l'émergence de Podemos, expression des mobilisations des IndignéEs et des mouvements qui ont eu lieu hors des organisations syndicales, les marea.

Nos propres résultats, faibles et décevants comme nous l'avons déjà écrit, ne sont pas que la conséquence de nos difficultés matérielles ou plus fondamentalement du recul global : c'est aussi la difficulté de l'ensemble du mouvement anticapitaliste et révolutionnaire à gagner une influence dans le monde du travail, dans la société.

La grève actuelle des cheminotEs vient souligner la rupture avec la gauche libérale et le début d'une



Dans la manifestation du samedi 7 juin contre l'extrême droite. PHOTO THÈQUE ROUGE / MILU

prise de conscience : avec la gauche comme avec la droite, il faut construire le rapport de forces, préparer l'affrontement. Elle pose aussi le problème de la politique des directions syndicales dont certaines soutiennent ouvertement une réforme, et que la CGT hésite à remettre trop directement en cause. Il y a une dimension politique à cette grève qui défend le service public contre le gouvernement PS-Medef et l'UMP qui ont organisé et organisent la privatisation et le démantèlement de la SNCF. On retrouve cette dimension politique dans les autres luttes : à La Poste, dans le mouvement des intermittentEs, ou dans la mobilisation de Notre-Dame-des-Landes. Ces mobilisations sociales sont aussi la meilleure réponse au FN dont les résultats sont surtout l'expression du recul global du mouvement ouvrier.

### La politique au poste de commande

Les principales discussions ont porté sur l'appréciation des conséquences de la rupture du PS avec les classes

populaires, la lutte contre la montée de l'extrême droite, notre travail unitaire et notre politique vis-à-vis du Front de gauche et de ses composantes, vis-à-vis de Lutte ouvrière, notre politique dans la grève vis-à-vis des directions syndicales, pour l'organisation démocratique du mouvement...

Ces premières discussions visent à construire notre appréciation de la conjoncture, des évolutions politiques en cours, en particulier celle du FdG qui s'inscrit de plus en plus dans le cadre de la construction d'une « nouvelle majorité alternative », ainsi que de la prise de conscience du monde du travail, afin de définir comment combiner démarches unitaires, organisation démocratique des luttes et construction du NPA. Un vaste débat à peine engagé, qui sera probablement au cœur de notre prochain congrès dont nous avons adopté le calendrier de préparation, congrès qui se tiendra en début d'année prochaine.

Ce CPN n'a cependant pas réussi à surmonter nos tensions internes. Il

faut que le débat démocratique qui s'ouvre nous permette de réarmer notre organisation : l'enjeu est de nous hisser à la hauteur des tâches que la combinaison d'une crise politique et d'une forte agitation sociale nous impose.

**Yvan Lemaître**





**Des livres contre l'extrême droite**

# Tenir la rue. L'autodéfense socialiste 1929-1938, Matthias Bouchenot

Libertalia, 2014, 15 euros.

*La violence des affrontements qui opposèrent pendant la période de l'entre-deux-guerres les organisations fascistes et les partis ouvriers a souvent été occultée...*

La mémoire collective n'a généralement retenu que les émeutes fascistes de 1934 et la victoire du Front Populaire en 1936. Matthias Bouchenot s'est penché sur les organisations mises sur pied par la SFIO et le PC pour riposter aux agressions d'une extrême droite alors puissante et encouragée par la prise de pouvoir par les chemises noires de Mussolini en Italie en 1922 puis par les nazis en Allemagne en 1933. La question se posait donc de savoir si l'hexagone ne risquait pas de subir le même sort et comment faire face à cette menace. Les socialistes comme les communistes constituèrent donc des groupes d'autodéfense qui firent l'objet d'après discussions et polémiques au sein de ces partis. Alors que les dirigeants réformistes de la SFIO ne voulaient leur donner qu'un rôle purement défensif, pour protéger les manifestations, meetings, diffusions, les tendances les plus radicales, dont celles qui allaient former le PSOP de Marceau Pivert ou rejoindre le mouvement trotskiste, entendaient former des embryons

**Jeudi 19 juin à 19h à la librairie La Brèche**

Débat avec Matthias Bouchenot autour de son livre, animé par Gérard Delteil.

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie  
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 0149 28 52 44

Fax : 0149 28 52 43

www.la-breche.com  
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14h - 20h,

mardi au samedi :

12h - 20h

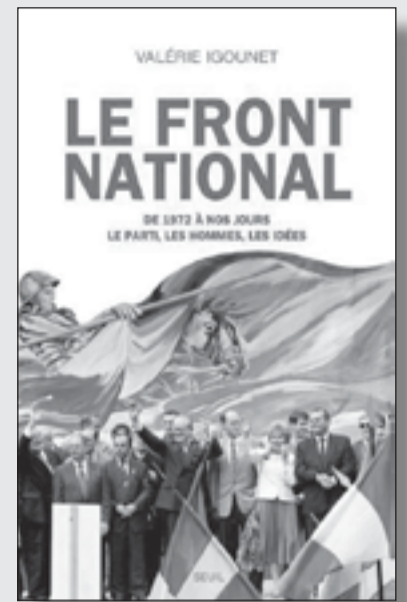
de milices ouvrières, susceptibles non seulement de rendre coup pour coup aux fascistes, mais de préparer la prise de pouvoir révolutionnaire. Avant de parvenir au gouvernement en juin 1936, Léon Blum faisait partie des dirigeants socialistes qui préconisaient un rôle offensif et même révolutionnaire pour ces milices ! Ce qui n'empêcha pas la police du gouvernement du Front Populaire de tirer sur les manifestants qui voulaient interdire un meeting du Parti social français (fasciste) à Clichy le 16 mars 1937, faisant 5 morts, dont une jeune militante des « Toujours prêt pour servir » (TPPS), et 300 blessés...

**Pas de fascistes dans les quartiers populaires**

Les Jeunes gardes socialistes, les TPPS liés à l'aile gauche de la SFIO et les Groupes de défense antifasciste du PC ne formeront jamais de véritables milices ouvrières, mais elles parviendront à interdire les quartiers populaires aux fascistes et même à les mettre en échec au Quartier latin où ils faisaient la loi dans plusieurs facultés à coups de cannes plombées. Au moment où l'extrême droite relève la tête en Europe, ces expériences méritent réflexion. Le livre de Matthias Bouchenot nous apporte une information particulièrement riche, non seulement sur la politique et l'idéologie mais sur la composition sociale de ces organisations, ce qui permet, entre autres, de constater



que le Parti socialiste d'aujourd'hui n'a plus grand chose à voir avec la SFIO des années trente. Reste une question que Bouchenot ne soulève pas : suffit-il de créer des organisations de type paramilitaire pour vaincre le fascisme ? L'expérience a montré qu'il fallait aussi avoir une alternative politique à proposer à la classe ouvrière et à la petite bourgeoisie, notamment en Allemagne et en Autriche où les milices social-démocrates qui faisaient défiler des dizaines de milliers de militants en uniforme n'ont pu empêcher la victoire du nazisme...  
**Gérard Delteil**



**Le Front national de 1972 à nos jours. Le parti, les hommes, les idées, Valérie Igounet**  
Seuil, 2014, 24 euros.

Chercheuse associée à l'Institut d'histoire du temps présent (CNRS), Valérie Igounet était surtout connue comme spécialiste du négationnisme en France. Elle nous livre aujourd'hui une étude très approfondie et fort bien documentée sur le Front national de ses origines à nos jours. S'appuyant sur une masse importante de documents, Valérie Igounet retrace avec justesse et méthode les 40 ans d'histoire du Front national, le principal mouvement d'extrême droite qui occupe aujourd'hui une place centrale dans la vie politique de la France. À lire absolument pour comprendre l'histoire d'une PME familiale qui, après des décennies d'histoire parfois chaotiques, est devenue « républicainement compatible » et affiche, sous la houlette de Marine Le Pen, sa volonté d'arriver au pouvoir.  
**Jean-Paul Gautier**

# Vers l'extrême. Extension des domaines de la droite, Luc Boltanski et Arnaud Esquerre

Éditions Dehors, 2014, 7,50 euros.

*Pour Pierre Bourdieu, la sociologie était un sport de combat... Avec ce « livre d'intervention », Luc Boltanski et Arnaud Esquerre entendent bien continuer à pratiquer celui-ci.*



D'aucuns pourraient trouver cet ouvrage un peu court, rassurons-les. Les auteurs n'ont pas voulu recourir au genre de l'étude spécialisée et bourrée de notes, comme savent le faire les experts, ni à celui de la tribune politique... Ce texte est avant tout une alerte lancée à l'ensemble de la gauche. Écrit dans l'urgence, il se propose, non pas de démontrer, mais de nous prendre à témoin de l'incroyable effondrement idéologique, de la perte des repères et des valeurs essentielles qui constituaient un socle commun pour « les progressistes ». Pire, ce patrimoine est aujourd'hui récupéré en le dévoyant par une droite et une extrême droite totalement décomplexées, qui

n'hésitent plus à le piller pour reconstruire une hégémonie culturelle et politique sur une partie grandissante de la population. Cette grande confusion, loin d'être combattue par les tenants de la gauche institutionnelle – l'extrême gauche

en prend aussi pour son grade –, a permis progressivement de déplacer le curseur du débat politique toujours plus à droite, abandonnant la rue à la réaction, passant par exemple sous un silence gêné, sans organiser de riposte, la manifestation du « jour de colère », véritable provocation d'une extrême droite en pleine confiance. Les reculades du candidat Hollande une fois élu président, sur une question aussi symbolique que le droit de vote pour les étrangers résidant en France, la stigmatisation des Roms et des musulmans par Valls, le ralliement du gouvernement au Medef sur les intérêts supérieurs de l'entreprise, sont autant de manifestations d'une capitulation tant idéologique que politique. La fin du livre nous invite à relever les défis que nous impose cette situation politique exceptionnelle... Résister à l'air du temps, forcer l'horizon, faire des propositions pour rompre la tétanisation de notre camp social par l'extrême droite. Ce livre ne peut qu'y contribuer !  
**Alain Pajolat**

# En finir avec les idées fausses propagées par l'extrême droite, Pierre-Yves Bulteau

Les Éditions de l'Atelier / Éditions ouvrières, 2014, 5 euros.

Le journaliste Pierre-Yves Bulteau signe ici un argumentaire concis et plutôt efficace contre les formules définitives, les raccourcis de pensée et les affirmations péremptives propagées par l'extrême droite. À partir de sentences récurrentes sur les travailleurs étrangers, l'identité, l'Europe, le système et bien d'autres, Bulteau élabore des réponses solides et documentées en s'appuyant tant sur des éléments factuels que sur des données statistiques, des enquêtes menées par des associations ou encore des textes de loi. En mettant au jour la supercherie qui consiste à trouver des boucs émissaires et à mettre en concurrence les travailleurs entre eux afin d'évincer les enjeux réels de la crise, du chômage et de la soumission des gouvernements au marché, l'auteur déconstruit point par point la logique qui sous-tend un discours idéologique devenu dangereusement banal. Bien entendu un tel ouvrage ne prétend pas à l'exhaustivité. Ce travail nécessite une réactualisation régulière et il est d'ailleurs fait appel pour cela aux lecteurs et lectrices, invités à participer à son enrichissement via le site internet de l'éditeur. Certes, les explications que l'auteur nous offre ne sauraient entièrement nous suffire et l'orientation de certains des arguments avancés pourra être contestée.



Mais il s'agit ici avant tout de s'opposer au racisme, aux préjugés et à une forme de fascisation rampante des esprits. De même, les données théoriques que l'on peut y lire ne peuvent que difficilement être brandies lors des (trop) fréquentes confrontations avec ces discours que l'on combat au quotidien et face auxquels les arguments nous manquent parfois. Il appartient donc à chacun(e) de s'en saisir comme d'un outil à partir duquel élaborer un argumentaire de riposte. C'est indispensable. Ça le sera de plus en plus...  
**Sophie Coudray**





**L'Anticapitaliste** | Libre expression

# Après le congrès de Solidaires



À la suite du sixième congrès de l'Union syndicale Solidaires qui s'est tenu du 2 au 5 juin 2014 à Dunkerque, nous ouvrons nos colonnes au secrétariat national de Solidaires afin qu'il nous présente les débats, les enjeux et les conclusions, même provisoires.

## Solidaires dans le paysage syndical

Les débats ont montré l'attachement à la recherche de convergences et les avancées dans nos rapports avec la CGT, au plan national interprofessionnel comme dans un certain nombre de départements. Quant aux rapports avec la FSU, il faut souligner les difficultés à appréhender sa stratégie d'action au plan national. Les propositions de Solidaires de travail en commun au plan national, dans la suite des rencontres passées (sur les enjeux écologiques, la précarité ou le partage des richesses), sont pour l'instant restées sans réponse de la part des uns et des autres.

Les débats du congrès ont confirmé que Solidaires ne pouvait se reconnaître dans la notion de «syndicalisme rassemblé» portée par la CGT lors de son dernier congrès. Les prises de position de la CFDT ont confirmé qu'il y avait de sérieuses divergences dans le mouvement syndical, et que si on ne pouvait s'en satisfaire, on ne pouvait pas faire comme si elles étaient mineures. Cela pose la question de travailler à davantage de convergences sur le fond mais aussi sur les stratégies d'action entre les syndicats qui rejettent les logiques d'austérité portées par ce gouvernement et les desiderata du patronat.

## Cinq débats d'orientation

Cinq résolutions étaient en débat: le contexte général, la protection sociale, la place des femmes dans notre syndicalisme, l'enjeu des services publics, le développement. Sur le contexte de crise systémique, ses conséquences, ses effets sur le salariat, un débat reste ouvert en interne sur les questions liées à l'avenir de l'Union européenne et la question de l'euro. Un mandat est donné pour que ces problématiques soient approfondies au sein de Solidaires et ne restent pas l'affaire de «quelques spécialistes», en rappelant notre vision internationaliste du syndicalisme.

Le débat sur la protection sociale a, une fois de plus et sans être tranché, porté sur les modalités de financement des diverses branches de la Sécurité sociale: élargissement ou non de l'assiette des cotisations



Solidaires dans la manifestation du 18 mars à Paris. PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MILO

sociales, financement de la politique familiale par la Sécurité sociale ou par le budget de l'État au titre de la solidarité...

Sur le développement et la structuration, trois points ont été particulièrement discutés: le renforcement des moyens donnés au plan local (les Solidaires départementaux), la structuration dans le secteur privé (mise en place d'une structure nationale sur le commerce d'ici la fin de l'année 2014...), l'enjeu des élections fonction publique de décembre 2014 et notamment de la représentativité de Solidaires dans la fonction publique territoriale. Nous avons abordé pour la première fois la question des politiques publiques de façon séparée. Cette question est centrale en termes de choix politiques. Sans la traiter de façon exhaustive, Solidaires dispose désormais d'un socle revendicatif collectif sur les questions d'éducation, et nos réflexions doivent se poursuivre afin d'affiner nos analyses et affirmer nos conceptions en matière d'emploi, de formation, d'énergie, de transport, d'environnement, etc.

Deux tables rondes se sont déroulées pendant ce congrès, sans vote mais permettant d'alimenter la réflexion collective sur les enjeux de santé au travail et les questions d'autogestion, de socialisation, d'appropriation collective des moyens de production.

## L'enjeu de la place des femmes

Pour la première fois, une résolution spécifique sur la place des femmes dans notre syndicalisme a été votée en tant que telle. Elle porte sur les revendications pour l'égalité professionnelle mais aussi sur l'ensemble des questions recouvrant la

domination masculine. Un débat sur la prostitution a confirmé la position abolitionniste de Solidaires. Ce texte pointe aussi la faiblesse de la féminisation dans les différentes organisations (un tiers de femmes présentes dans les structures) où on assiste au même phénomène de «plafond de verre» que dans les entreprises. Il reste donc du chemin à parcourir! Ce congrès a malgré tout montré que les choses pouvaient bouger: de nombreuses femmes (notamment des jeunes) sont intervenues à la tribune.

## Une déclaration finale comme feuille de route

Une déclaration finale du congrès a fixé dans la période les priorités d'intervention de Solidaires: les enjeux écologiques avec le rassemblement de Notre-Dame-des-Landes ou la mobilisation pour la conférence climat (COP21) en décembre 2015 qui se tiendra à Paris; la participation aux manifestations Blockupy Francfort contre la politique de la Banque centrale européenne; la campagne «La coupe est pleine» en soutien aux mouvements sociaux brésiliens; la détermination de Solidaires à faire échec au projet de d'accord de libre-échange dans le cadre de la campagne unitaire anti-TAFTA...

Le congrès a confirmé la poursuite de la campagne initiée en début d'année «Les capitalistes nous coûtent cher», une campagne qui veut répondre à la bataille idéologique sur «le coût du travail». Elle s'inscrit dans notre affrontement avec le patronat, inhérent à notre syndicalisme. Notre ambition est de la mener en commun avec d'autres forces syndicales comme de la renforcer pour qu'elle favorise la

construction des rapports de forces. De ce point de vue, notre pratique reste la même: donner les moyens aux salariéEs de décider et de mener leurs luttes en toute autonomie.

Nous avons réaffirmé notre combat contre l'extrême droite. Pour cela, le syndicalisme doit reconquérir des terrains et populations. Pour Solidaires, le Front national, par sa politique de préférence nationale, divise les salariéEs tout en promouvant un capitalisme national. La politique d'austérité du gouvernement fait le jeu de l'extrême droite. Décomplexée, celle-ci use de la violence la plus extrême, comme en témoigne le meurtre de notre camarade Clément Méric il y a un an.

Des ripostes unitaires sont possibles et nécessaires (collectif «L'extrême-droite tue, ensemble combattons-la», travail intersyndical avec la CGT et la FSU, les formations avec VISA...). C'est en démontrant que le syndicalisme est porteur d'un projet de transformation sociale, que l'unité et la maîtrise des luttes par les salariéEs sont une force, que nous ferons reculer le Front national et l'extrême droite, jamais à l'aise en période de fort mouvement social... Par contre, chaque défaite comme chaque lutte non menée, leur ramènent de nouveaux électeurEs. Leurs avancées sont faites de nos reculs!

Ce congrès a confirmé l'homogénéité politique de Solidaires et son développement: 110 000 adhérentEs (soit + 10 000 depuis le dernier congrès de 2011). Il a permis une nouvelle fois des interventions de camarades du mouvement social avec qui nous travaillons, comme des interventions liées à notre réseau international... Il a été aussi l'occasion d'un renouvellement générationnel important avec le départ (pour cause de retraite) de trois camarades qui ont pris une place importante dans la construction de Solidaires: Thi Trinh Lescure, Christian Mahieux et Annick Coupé. Un secrétariat national de douze personnes a été élu (dont deux codéligués généraux), avec pour la première fois trois camarades issus du secteur privé (secteur social et industrie), confirmant le développement de Solidaires dans ce secteur.

## Vu ailleurs

**ORIENTATION SCOLAIRE.**  
«T'as passé deux ans en troisième techno à travailler comme un fou sur du caoutchouc, c'est sûr et certain que tu veux pas être caoutchoutiste!» lançait Jamel Debbouze dans son sketch «le Conseiller de désorientation». Sur scène, ce fils d'immigrés marocains tournait en dérision le fameux entretien d'orientation dans l'enseignement secondaire: «Qu'est-ce que tu veux faire pour ton avenir? Médecin? T'es malade!» répondait alors le conseiller à l'élève. Pour ceux issus de l'immigration, le choix est souvent contraint, vécu comme arbitraire. C'est ce sentiment d'injustice face aux inégalités scolaires qu'explorent Yaël Brinbaum et Jean-Luc Primon, dans l'article «Parcours scolaires et sentiment d'injustice et de discrimination chez les descendants d'immigrés». Ils s'appuient sur l'étude «Trajectoires et Origines», réalisée en 2008 auprès de 22 000 élèves issus de l'immigration qui ont effectué la totalité de leur scolarité en France. Âgés de 18 à 35 ans et originaires du Maghreb, de l'Afrique subsaharienne ou encore du Portugal, ils ont répondu à cette question: «Personnellement, avez-vous le sentiment d'avoir été traité différemment des autres élèves lors des décisions d'orientation, dans la notation, dans la discipline et les sanctions, dans la façon de s'adresser à vous?»

Au premier rang des inégalités, justement, l'orientation. Moment déterminant dans la scolarité de l'élève, ce processus de décision est ressenti par 15% comme une injustice et, notamment, un descendant d'immigrés algériens sur cinq et un quart de ceux d'origine turque, marocaine, tunisienne ou d'Afrique centrale. C'est trois fois plus que dans la population. [...] À noter que les enfants d'immigrés de pays européens (hors Portugal) ou d'Asie du Sud-Est, qui réussissent mieux leur scolarité, ressentent moins ces injustices. [...] Bien qu'elle soit ainsi perçue comme une institution discriminante, où les différences d'origine prennent la forme de différences scolaires, l'école conserve la confiance de 86% des élèves issus de l'immigration. Mais attention: parmi ceux qui se déclarent discriminés au nom de leur origine ou de leur couleur, ils ne sont plus que 76%.

«Les non-sens de l'orientation des enfants d'immigrés», Chloé Pilorget-Rezzouk, Libération du lundi 16 juin 2014.

## S'abonner à l'Anticapitaliste

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à: NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo + Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter  
Nom: ..... Prénom: .....  
Adresse: .....  
Code postal: ..... Ville: .....  
Mail: .....

Désignation du compte à débiter  
IBAN: .....  
BIC: .....

Mandat de prélèvement SEPA  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS: FR4322554755

Date: ..... Signature obligatoire: \_\_\_\_\_

Par chèque, à l'ordre de: NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM	
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	Hebdo
<input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €
<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Mensuel	Mensuel
<input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 18 €
<input type="checkbox"/> 1 an 44 €	<input type="checkbox"/> 1 an 36 €
Hebdo + Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €
<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 1 an 76 €

ÉTRANGER  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail: diffusion.presse@npa2009.org